

# *La Revue d'Egypte Economique & Financière*

**Organe hebdomadaire d'information sur la vie économique  
de l'Egypte et de l'étranger**

ADMINISTRATION et RÉDACTION  
LE CAIRE ALEXANDRIE

30, Rue Kasr-el-Nil 9, Rue Rolo  
Tel. 46165 Tél. 27360 (7 lignes)  
B.P. 465 B.P. 624

Adresse Télégraphique "PUBLIOR"

Concessionnaire Exclusif  
de la Publicité :

**SOCIÉTÉ ORIENTALE  
DE PUBLICITÉ**

30, Rue Kasr-el-Nil, Le Caire  
9, Rue Rolo, Alexandrie

ABONNEMENTS

EGYPTE ETRANGER

UN AN P.T. 100 Lst. 1.10

SIX MOIS P.T. 60 Sh. 18/-

LE NUMÉRO P.T. 3

## *Au Sommaire :*

La Menace Allemande

**Répercussions Economiques de la Tension  
Internationale**

Est-ce la Reprise ?

**L'Evolution de la Situation Economique Mondiale**

Les Assurances et les Nouveaux Impôts

**L'Opinion des Compagnies d'Assurances  
travaillant en Egypte**

Un Article du Bulletin de la Chambre de Commerce Britannique

Une Étude Intéressante

**La France Economique en 1937**

Les Assemblées Générales

**The Egyptian Delta Light Railways Ltd.**

L'Intervention du Représentant des actionnaires égyptiens

### **Actualités Economiques**

La Reprise aux Etats-Unis — Un Cartel International du Charbon ?

### **RUBRIQUES :**

Revue de la Presse Arabe - Echos et Nouvelles - Infor-  
mations Financières - Informations Economiques de l'Étranger  
Chronique de la Bourse des Valeurs - Lettre de Bruxelles  
Revue Cotonnière - Revue du Marché de Gros.

## LA MENACE ALLEMANDE

# RÉPERCUSSIONS ÉCONOMIQUES DE LA TENSION INTERNATIONALE

Nous avons, dans notre dernier article, parlé, en passant du préjudice causé à la bonne marche des échanges, par l'état politique actuel de l'univers.

Les événements qui se sont produits cette semaine nous obligent à revenir sur cette question et à l'examiner de plus près. Il ne faut pas se cacher, en effet que tant que la menace d'une guerre mondiale plane sur l'univers, la situation économique mondiale ne pourra s'améliorer d'une manière réelle. Pis encore : elle pourrait empirer de telle façon que la misère générale deviendrait intolérable, provoquant des guerres et des révolutions, accumulant les ruines et les destructions.

On aurait tort de s'imaginer que nous exagérons et que nous brossons un tableau trop sombre et trop pessimiste. Ce n'est malheureusement pas le cas. Il suffit de regarder autour de soi pour s'en rendre compte.

Les progrès techniques formidables accomplis au cours des XIX<sup>e</sup>. et XX<sup>e</sup>. siècles ont mis à notre disposition des moyens de production puissants qui, si nous savions les utiliser, banniraient la misère de notre terre.

Pour qui il en soit ainsi il faudrait absolument que les relations politiques internationales subissent une modification complète. Il est impossible pour les nations d'espérer voir leurs économies nationales prospérer et se développer si elles continuent comme elles le font depuis quelques années à se haïr, et à s'entredéchirer. Et à la base de cet état de chose si chaotique, existe une crise morale effrayante à laquelle nous devons la plupart de nos maux.

Comme vient de l'écrire l'éminent historien Charles Seignobos dans son « Histoire comparée des peuples d'Europe », « la guerre a laissé des haines nationales et politiques, et un mépris de la vie humaine qui, dans une grande partie de l'Europe, ont arrêté le progrès vers les sentiments d'humanité, et l'adoucissement des mœurs. La violence qui, au début du XX<sup>e</sup>. siècle, semblait être sortie de la vie politique y a reparu très aggravée ».

La guerre a naturellement causé des bouleversements économiques profonds. Mais voilà 20 ans, presque un quart de siècle que la guerre a pris fin.

Les moyens de production immensément perfectionnés dont nous disposons auraient pu facilement com-

bler les vides en quelques années, et faire jouir le monde d'une prospérité qu'il n'avait jamais connue. Les Etats auraient pu payer leurs dettes. Les budgets auraient accusé des excédents les monnaies auraient été stables.

Il aurait fallu cependant que ce renouveau d'activité fut **organisé discipliné**.

On n'a pas osé faire l'effort nécessaire pour cela. On a laissé libre à la concurrence sans frein à la lutte trop souvent peu scrupuleuse (dumping) pour les débouchés. Les résultats ne se sont pas faits attendre. La fièvre spéculative a saisi l'univers, la production s'est accrue dans des proportions fantastiques d'une manière désordonnée. Que l'on imagine une rue importante d'une grande ville comme Paris ou Londres, où le trafic ne serait pas réglementé. Les mêmes voitures qui parviennent à circuler lorsque tout est organisé, causeraient des embouteillages inextricables, des accidents innombrables, des pertes inouïes, par suite des collisions qui ne tarderaient à se produire.

Cela paraît absurde. Mais c'est exactement ce qu'ont fait toutes les nations dans le domaine économico-politique. Pour préserver une liberté d'action exagérée, legs des temps passés, dont ils sont jaloux et fiers, les peuples ont sacrifié la vraie liberté qui ne naît que de l'organisation, et que le désordre tue.

Une société ne peut exister que si

chaque individu se rend compte qu'il fait partie d'un groupe, que tout en ayant droit au respect de sa personnalité, il est de son devoir le plus sacré de respecter les libertés d'autrui. Il ne doit se considérer comme ayant droit à la liberté qu'autant qu'il ne nuit pas aux autres membres du groupe.

Et si par ignorance, inconscience, ou méchanceté, il porte préjudice aux droits d'autrui, la Société personifiée par l'Etat se dresse et chatie.

On a voulu créer un système semblable dans le domaine des relations internationales. On a voulu inculquer à chaque membre de la Société des Nations (pris dans son sens le plus large), le respect des droits des autres membres. La mauvaise volonté, le sabotage, le développement du chauvinisme c'est à dire de la haine (que d'aucuns malheureusement confondent avec le patriotisme) ont porté des coups innombrables à l'édifice que l'on essayait de bâtir.

Que l'on se le dise, et qu'on le comprenne : en dehors de la collaboration internationale il n'est point de salut. Nous continuerons à aller de crise en crise tant que les nations ne voudront pas coopérer.

Or aujourd'hui, c'est l'égoïsme le plus monstrueux et le plus aveugle qui règne. Chaque pays s'imaginer qu'il pourra trouver la prospérité seul, malgré ou contre les autres nations. C'est là une illusion funeste pour ceux qui en vivent comme pour tous les peuples.

(Lire la suite en page 11)

## COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

SOCIÉTÉ ANONYME

**Capital: 400 millions de francs  
ENTIÈREMENT VERSÉS**

**Réserves: 441 millions de francs**

ALEXANDRIE - LE CAIRE - PORT-SAÏD  
ISMAILIA (Bureau hebdomadaire)

**TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE**

**LOCATION DE COFFRES-FORTS  
A DES CONDITIONS AVANTAGEUSES**

## Est-ce la Reprise ?

# L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE MONDIALE

*Est-ce la reprise ? Telle est la question qu'on se pose en lisant les informations venant des Etats-Unis. Par contre, les nouvelles d'Europe sont moins bonnes, particulièrement en France. Néanmoins, il est permis, d'une façon générale, d'espérer à un renouveau économique.*

### AUX ETATS-UNIS

Dans leurs commentaires sur les perspectives de la sidérurgie — écrit le correspondant new-yorkais de l'« Information » de Paris — les spécialistes déclarent que la cadence de la consommation au cours du quatrième trimestre sera supérieure au niveau actuel. Même en évaluant avec prudence les probabilités, il y a lieu de s'attendre à une consommation correspondant à 45 p. c. de la capacité des usines et, si l'on envisage l'avenir avec optimisme, on peut même tabler sur un chiffre de 50 p. c.

Si la production se maintient dans les proportions actuelles par rapport à la consommation, les aciéries seraient ainsi en mesure de travailler, au cours du quatrième trimestre, entre 45 et 50 p. c. de la capacité des usines. On estime même qu'un rythme de production de l'ordre de 50 à 60 p. c. de la capacité serait dans le domaine des possibilités, bien que, dans ces conditions, cela risque de provoquer quelque accroissement des stocks.

Les perspectives en ce qui concerne le volume de la production métallurgique, paraissent donc beaucoup plus encourageantes que ne le sont celles des bénéficiers. Cela est dû en grande partie à la question des salaires. On se demande maintenant si le problème des salaires va recevoir une solution avant les élections de novembre. S'il n'en est rien, il s'ensuivra pour le second semestre des résultats défavorables pour la plupart des compagnies sidérurgiques. En admettant qu'aucune réduction de salaires n'intervienne d'ici là, il est fort possible que l'U. S. Steel accuse pour le troisième trimestre une perte de l'ordre de 7 millions et demi de dollars avant toute répartition aux actions privilégiées.

Par ailleurs, une enquête menée par le Comité des Industries productrices de marchandises de con-

sommation courante indique que de nombreux dirigeants de ces industries constatent une amélioration nette de la consommation et de la demande, et particulièrement des dispositions générales de la clientèle consommatrice.

Parmi les déclarations les plus encourageantes publiées récemment, citons celle du président de la Du Pont de Nemours qui, après avoir rappelé que jusqu'au début de juin, le chiffre d'affaires de la Compagnie avait été inférieur de 10 p. c. à la moyenne normale, signale que depuis le 1er juillet, les affaires de la Compagnie ont dépassé le niveau normal d'environ 5 p. c.

### EN FRANCE

Les indices économiques hebdomadaires présentent un intérêt inaccoutumé. Depuis longtemps, on était habitué à voir évoluer constamment les indices des prix de gros dans le sens de la hausse. L'indice général, qui ressortait à 372 en juin 1936, était passé progressivement à 496 à la fin de 1936, à 601 à la fin de 1937, à 658 au 9 juillet 1938. Depuis le 9 juillet, il donnait quelques signes d'hésitation : il revenait à 657 pour la semaine terminée le 16 juillet, à 654 pour la semaine terminée le 23, à 652 pour la semaine terminée le 30. Cette fois-ci, avec les indices arrêtés au 6 août, l'hésitation fait place à un recul caractérisé : l'indice général des prix de gros fléchit de 652 à 640 ; toute la hausse de mai-juin se trouve annihilée.

A ce repli participent l'indice des produits nationaux (657, contre 673) celui des produits importés (608 contre 613), et surtout l'indice des denrées alimentaires (613 contre 638). L'indice des matières industrielles (663 contre 665) est plus résistant, en raison notamment de la ferme tenue des prix du textile.

On croit, en France, que la baisse des prix de gros ne saurait manquer de se répercuter sur les prix de détail. Déjà, les indices du coût de la vie qui viennent d'être arrêtés pour juillet, s'inscrivent en légère baisse : l'indice des 34 articles ressort à 690 contre 698 en juin ; l'indice des 13 denrées à 671 contre 698. Le mouvement doit s'amplifier.

### EN ANGLETERRE

Commentant la publication des statistiques du chômage en Grande-Bretagne qui en juillet accuse une diminution par rapport à juin, le « Financial News » observe que c'est la première nouvelle encourageante que la Cité ait reçue concernant l'industrie depuis de nombreux mois. Toutefois, il est encore trop tôt pour déclarer que le fond de la régression économique de 1937-38 a été touché et qu'à partir de septembre l'activité va progresser de nouveau jusqu'au niveau de 1937. Ce n'est pas parce que la régression économique subit un temps d'arrêt qu'il faut conclure nécessairement que dorénavant l'activité économique va s'améliorer.

Au cours des six premiers mois de 1931 le niveau de l'activité économique demeura pour ainsi dire stable, mais cette pause fut suivie d'un nouveau fléchissement. En revanche, il est vrai qu'au cours de l'hiver 1932-33 la pause marqua le début d'une réelle reprise. Après avoir énuméré les facteurs qui tendent à inspirer de l'optimisme, le même journal rappelle les difficultés importantes rencontrées par le commerce d'exportation britannique et par l'industrie du bâtiment. C'est pourquoi il conclut en ces termes : « Les perspectives se sont certainement améliorées, mais à quel point cette amélioration est-elle réelle ? Cela demeure très incertain ».

### UN GRAND ARTICLE DU « TIMES »

Dans un article de fond qu'il consacre à la situation budgétaire, le « Times » s'attache à répondre à deux questions importantes : l'industrie britannique peut-elle supporter les charges fiscales qui lui ont été imposées ? Les emprunts que le gouvernement a dû contracter en vue du réarmement exercent-ils une influence sur le crédit national ?

En ce qui concerne la première question, écrit le « Times », la réponse est simple. On ne peut nier que, en dépit du volume toujours croissant des commandes de matériel de guerre, on constate, en maint domaine, une régression industrielle. Même si l'on tient compte de l'influence saisonnière, on remarque une régression assez

sensible sur le marché du fer et de l'acier, dans l'industrie textile et dans l'industrie charbonnière,— pour ne parler que des trois industries principales qui occupent le plus de main-d'oeuvre.

Mais il serait absurde de ne voir dans cette situation qu'un effet de l'accroissement des charges fiscales. Les facteurs les plus importants de la régression sont : la prolongation de la tension internationale, les obstacles qui s'opposent toujours au développement du commerce international et l'appauvrissement qu'entraîne, pour les industries de base, la baisse du prix des marchandises de première nécessité. Malgré la récente reprise des affaires, le prix de ces marchandises, à quelques exceptions près, demeure en-dessous du niveau atteint l'an dernier.

La baisse des prix est de 30 pour cent pour le blé, de 25 pour cent pour le cuivre et l'étain, de 30 pour cent pour la laine. Il est vrai que les statistiques du commerce de détail, en Grande-Bretagne, n'ont révélé, jusqu'à présent, aucune régression, mais il n'en est pas moins certain que tout tend à prouver que les grandes dépenses publiques ne peuvent, au point de vue économique, remplacer cette confiance générale sans laquelle le commerce normal et l'industrie ne sauraient prospérer.

Si une reprise des affaires se manifestait aux Etats-Unis (la situation économique des Etats-Unis exerce une action décisive sur le prix des marchandises de première nécessité) et si les efforts persévérants faits en vue de l'apaisement européen devaient avoir plus de résultats palpables, le chancelier de l'Echiquier aurait de sérieuses raisons d'attendre un allègre accroissement du revenu national et quelque réduction des dépenses publiques.

Personne n'est en mesure d'affirmer qu'une brusque et importante amélioration de la situation ne peut se produire, et il convient de ne pas perdre de vue que, dans son récent rapport, le comité financier de la S. D. N. souligne que la situation présente diffère heureusement, à plus d'un point de vue, de celle qui se produisit de 1929 à 1932. La dépression actuelle, lit-on dans ce rapport, sera vraisemblablement moins profonde et moins longue que la précédente.

Le « Times » s'attache alors à démontrer que, bien que les dépenses faites en vue du réarmement britannique fussent inévitables et que l'on ne puisse accuser le chancelier de l'Echiquier d'avoir établi un budget qui fut de nature à provoquer une dépres-

sion économique, il est évident que ce budget ne peut favoriser une reprise des affaires. Dans la présente conjoncture, la Grande-Bretagne doit se féliciter de disposer de ressources financières qui lui permettent de supporter mieux que toute autre nation les dépenses indispensables du point de vue de la défense nationale.

Mais pour que la confiance se maintienne, il faut que le public anglais ait l'impression que le gouvernement ne fait aucune dépense inutile. Il faut aussi que tout le monde, tant en Angleterre qu'à l'étranger, ait la conviction que la Grande-Bretagne n'utilise pas d'une façon dangereuse ou imprudente son énorme crédit. Il ne saurait être question de réduire les dépenses militaires ou celles qui sont nécessaires à l'application des lois sociales actuelles, mais la confiance ne se maintiendra que si, dans les autres domaines, l'Etat fait preuve de la plus grande économie.

Un autre facteur indispensable au maintien de la confiance est la préservation de la stabilité politique. Tout tend à prouver, écrit le « Times », qu'il existe dans ce pays un esprit d'union nationale beaucoup plus profond et plus étendu que ne pourraient le supposer des personnes mal informées qui attacherait trop d'importance aux controverses politiques. Les divagations des théoriciens et des violents ne sont guère goûtées du public. Le fait qu'il n'y a pas lieu de craindre qu'un

gouvernement de troubles prenne la place d'un gouvernement qui sait garder son sang-froid exerce une influence profonde et salutaire sur la façon dont les pays étrangers apprécient la force financière de la Grande-Bretagne.

Si l'on juge la situation financière d'après les règles applicables en temps normal, conclut le « Times », elle paraît sérieuse, mais sans exiger des mesures de panique. A l'intérieur, l'opinion est également prête à s'incliner devant les dépenses inévitables et à s'indigner des gaspillages. A l'étranger, des spéculations peuvent se produire, qui sont basées sur l'attente des variations plus ou moins fortes du taux de la livre sterling par rapport à la valeur de l'or, mais on ne s'attend pas du tout à voir le gouvernement ou les électeurs britanniques perdre la tête. Voilà les faits dont les hommes qui dirigent notre politique financière devront tenir compte durant les mois qui vont venir.

#### LES PRODUITS EGYPTIENS EN ALLEMAGNE

L'attaché commercial à la légation d'Egypte à Berlin a informé le ministère du Commerce qu'à la suite de pourparlers, il est arrivé à un accord en vue de faire acheter par l'Allemagne de grandes quantités de riz et d'huile en Egypte.

D'après l'accord les achats de riz s'élèveraient à 2 millions de marks et ceux d'huile dépasseraient le million et demi.

# BANQUE MISR

SOCIÉTÉ ANONYME ÉGYPTIENNE

Siège Social : Au Caire, Rue Emad-El-Dine

Succursales : A Alexandrie, Rue de Stamboul

## AGENCES et BRANCHES

Mousky (Caire) et Rod el Farag (Caire), Mansourah, Tantah, Méhalla Kébir, Benha, Mit Ghamr, Chébine El Kom, Zagazig, Fayoum, Béni-Souef, Maghagha, Béni Mazar, Minia, Béba, El Fachn, Dairout, Mallawi, Assiout.

LA BANQUE MISR FAIT TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

## LES ASSURANCES ET LES NOUVEAUX IMPOTS

# L'OPINION DES COMPAGNIES D'ASSURANCES TRAVAILLANT EN EGYPTE

## Un Article du Bulletin de la Chambre de Commerce Britannique

Comme toutes les autres branches de l'activité économique, les assurances seront affectées par la nouvelle législation fiscale. Dans un article dont nous extrayons les principaux passages, le Bulletin de la Chambre de Commerce britannique critique ces impôts :

### AGENTS, BRANCHES ET BUREAUX PRINCIPAUX

Il n'est pas clairement établi dans le projet de loi que les profits réalisés par les compagnies représentées en Egypte sont sujets aux taxes, ou si les profits de l'agence comme telle sont seulement taxables.

Il est évident qu'une distinction nette doit être faite, et si la taxation va être imposée sur les Assurances, tous les bureaux, sans tenir compte de la manière dans laquelle ils opèrent, seraient sujets à la même taxe.

Il est, de plus, illogique, dans la manière dont se présente à présent le projet de loi que les bureaux des branches, qui rendent un service plus efficient et mieux organisé au public des assurés, soient sujets aux taxes tandis que la Compagnie, qui est représentée par un agent (qui probablement représente en même temps un nombre de différentes entreprises commerciales) échappe à la taxe.

Nous suggérons, si la taxation de l'entreprise d'assurance est inévitable, que la base de la taxation soit la même pour chaque compagnie d'assurance opérant en Egypte, qu'elle soit un bureau principal, une branche ou qu'elle soit représentée par une agence générale.

### RABAIS SUR L'IMPOT DU REVENU PERSONNEL

Nous voudrions attirer l'attention sur les lois concernant l'impôt sur le revenu en Grande-Bretagne, et ailleurs, par lesquelles tous les revenus personnels sujets aux impôts peuvent être réduits pour la prime de l'assurance sur la vie, parce qu'il est considéré convenable en la matière d'une politique économique générale, que l'épargne et la prudence du public des assurés soient encouragées de cette manière. Il

n'apparaît pas de telles réductions dans le présent projet de loi et nous désirons attirer l'attention sur ce point très important.

### LE PROFIT COMMERCIAL CONTRE L'IMPOT D'INVESTISSEMENT (ASSURANCE-VIE)

Selon les lois anglaises, les bureaux sont autorisés à choisir le paiement de la taxe soit sur leur impôt d'investissement soit sur leur profit commercial, qui est plus grand.

Comme apparaît actuellement, le projet de loi, les compagnies d'assurances sont sujettes à l'imposition sur presque toutes les phases de leurs opérations, et une double imposition semble inévitable, ce qui, nous le comprenons, n'est pas l'intention du Gouvernement.

Nous retournant une fois de plus vers la procédure anglaise, nous attirons l'attention sur le fait que la base de calcul des revenus taxables est l'objet de certains plans préferés clairement définis couvrant tous les aspects nécessaires des affaires d'assurances.

Nous soutenons que le projet de loi n'est pas, à cet égard, satisfaisant, et sans traiter tout au long des nombreuses difficultés qui s'élèveront indubitablement de la loi comme elle est présentement établie, nous attirons l'attention sur les commentaires suivants :

### COMMENTAIRES GENERAUX SUR LA TAXATION DES COMPAGNIES D'ASSURANCES

Nous sommes opposés, en principe, à toute forme d'impôt affectant les bureaux d'assurances sur la vie.

C'est notre opinion que l'assurance sur la vie est une institution bienfaisante en tant qu'elle encourage le sentiment de l'épargne et de la protection de la famille.

Si on se rend compte qu'une fraction de chaque prime qui est payée pour l'assurance sur la vie doit être soustraite pour le Gouvernement sous la forme d'un impôt au lieu d'être éventuellement retournée au détenteur de la police comme profit, une

grande partie de l'enthousiasme pour l'assurance sur la vie en tant qu'avantageuse forme de placement, disparaîtra.

En outre, on doit se rappeler que l'ensemble des bénéfices des bureaux d'assurance-vie sont retournés, selon leur police, aux assurés comme bonus, et nous sommes d'opinion que tout système d'impôt qui cherche à diminuer les profits des bureaux est directement contraire aux intérêts de la communauté tant qu'il étouffera le désir d'épargne de la communauté.

Nous réalisons, toutefois, qu'en ce qui concerne les autres branches des assurances, par exemple, l'assurance sur le feu, les accidents ou les affaires maritimes d'assurances, que ces mêmes considérations ne s'y appliquent pas nécessairement, et quoique nous regrettions d'observer que peut-être les impôts sur ces branches des affaires d'assurances sont inévitables, nous nous rendons compte que les exigences financières du pays demandent des nouvelles sources de revenus.

D'un autre côté, nous sentons bien que les impôts prévus dans le projet de loi que nous étudions maintenant, prêteront d'eux-mêmes à une fausse interprétation, et nous suggérons, avant qu'une section si importante de la vie économique de l'Egypte ne soit taxée, qu'une entière attention soit accordée aux vues communes des compagnies d'assurances intéressées et qu'une base équitable d'imposition s'en trouve dégagée.

Des considérations importantes si nombreuses sont en jeu, que seule la science technique des bureaux d'assurances collaborant avec le Gouvernement, permettra d'établir un système d'imposition qui satisfasse les exigences des deux parties.

Nous suggérons donc, avec toute la considération voulue, qu'il serait à l'avantage de tous les intéressés que l'assurance soit traitée séparément d'avec la loi, sous un régime spécial à être établi suivant les consultations entre les représentants des Compagnies d'Assurances et du Gouvernement.

## Une Étude Intéressante

# LA FRANCE ÉCONOMIQUE EN 1937

Sous ce titre, la « Revue d'Economie Politique », publie une préface de M. Rist à l'Annuaire de la « Revue d'Economie Politique », pour l'année 1937, que nous reproduisons ci-dessous in-extenso :

« L'année 1937 a été l'année des déceptions.

Après la dévaluation d'octobre 1936, qui ramenait le niveau des prix français à peu près au niveau des prix étrangers, on pouvait espérer que la France prendrait sa part de l'essor économique continuant dans le reste du monde. Effectivement, dans la première partie de l'année, on enregistre une certaine amélioration. L'indice de la production s'élève en même temps que le nombre des wagons chargés et le trafic des ports; l'indice des valeurs exportées et celui du volume des marchandises exportées cessent de baisser ou même s'élèvent un peu. Néanmoins, le taux de l'intérêt continue à rester extrêmement élevé, en raison des emprunts constants de l'Etat, et la hausse presque parallèle des salaires et du coût de la vie se poursuit, avec cependant une diminution du nombre des chômeurs secourus et une certaine augmentation de l'emploi.

Mais, très vite, dès le mois de mars, et plus nettement à partir du mois de juin, une tendance inverse commence à prévaloir et dorénavant prend le dessus: le nombre des wagons chargés recommence à baisser; l'indice de la production industrielle retombe au-dessous du chiffre de 1936; le chômage partiel reprend sa marche ascendante, et dans toutes les industries de consommation une nette diminution se fait sentir. En même temps, une reprise de l'exportation des capitaux, sous l'influence du déficit budgétaire croissant, souligne les inquiétudes du public et rend inévitable une baisse continue du franc, auquel, à partir de juin, on renonce à fixer aucune parité même provisoire, et qui devient ainsi le « franc flottant » ou le « franc fondant », à l'instar de la livre sterling des années 1931 à 1933, avec une différence toutefois: c'est qu'en Angleterre l'équilibre budgétaire aussitôt rétabli ne permettait pas au public de croire que l'Etat pèserait lui-même sur la monnaie par une politique de déficit quasi systématique.

A quoi est dû ce renversement de la situation ? A deux circonstances, l'une intérieure, l'autre extérieure, également importantes.

La circonstance extérieure est le brusque renversement de la situation aux Etats-Unis à partir des mois de mars et d'avril. Ce renversement a débuté par une baisse de la Bourse. On a cru d'abord à un simple arrêt brusqué de la spéculation, mais la crise boursière n'a fait que précéder une dépression véritable, entraînant peu à peu l'ensemble de l'économie américaine. La répercussion de ce mouvement sur l'ensemble des pays européens s'est bientôt fait sentir. Ce n'est pas seulement en France, c'est en Angleterre et dans les pays industriels de l'Europe centrale (sauf peut-être en Allemagne), que la nouvelle crise américaine a eu des suites sensibles.

En France, cette répercussion a été renforcée par une circonstance spéciale: l'incertitude dans laquelle se trouvaient les entrepreneurs à la fois sur leurs prix de revient et sur leurs délais de livraison, incertitude accrue par l'application de la loi de quarante heures. La situation est parfaitement caractérisée par M. Roger Picard lorsqu'il écrit: « Les conditions du travail, dans la plupart des entreprises, sont restées incertaines, sans cesse exposées à changer et à s'aggraver, et cette situation, en se prolongant, n'a pas peu contribué à ralentir l'activité économique, laquelle a besoin, pour se manifester et s'épanouir, d'un minimum de sécurité dans le temps ».

L'effet conjugué de la crise intérieure et extérieure s'est traduit par une diminution sensible de bien-être pour l'ensemble du pays et pour la classe ouvrière elle-même.

Les chiffres sont frappants concernant la diminution générale de la consommation française, chiffres confirmés par la baisse rapide des indices du chiffre d'affaires dans les coopératives et les grands magasins.

La conséquence de ce développement a été la perte pour la classe ouvrière d'une grande partie des avantages qui lui avaient été conférés en 1936. La hausse de l'indice du coût de la vie, si on la compare à celle de l'indice des salaires, permet d'évaluer au plus à 5% l'accroissement de revenu réel des ouvriers par rapport à l'année 1935. Fait caractéristique, l'accroissement du revenu global de l'ensemble des salariés est resté très au-dessous de l'accroissement nominal des salaires. Les réformes législatives ayant consisté non pas à augmenter d'abord les débouchés et les occasions de travail, mais directement les salaires et ayant, en raison de la hausse des prix de revient, échoué dans leur effort d'extension de la production et de résorption du chômage, le bénéfice global que la classe ouvrière a retiré de cette politique s'est trouvé beaucoup moindre que celui qu'aurait rapporté un effort général pour augmenter d'abord les débou-

## L'UNION FONCIÈRE D'EGYPTE

Société Anonyme Egyptienne

**CAPITAL** : Lstg. 500,000 entièrement versé

**Siège Social** : LE CAIRE - 8, rue Cheikh Aboul Sebaa

**Amélioration terres agricoles -**

**Exploitation**

**GÉRANCES URBAINES ET RURALES -**

**LOTISSEMENTS - AVANCES**

**CONDITIONS SUR DEMANDE**

chés et la production, augmentation d'où serait résultée automatiquement avec l'absorption du chômage, la hausse des salaires.

Les auteurs des différents articles de l'annuaire de la Revue d'Economie politique (la France Economique en 1937) s'accordent pour constater, au cours de l'année 1937, un affaiblissement certain de l'économie française. Si les phénomènes aigus de l'année 1936 (violent retrait des dépôts dans les caisses d'épargne, fuite brusque et accélérée des capitaux, grèves multipliées et simultanées, écart brusquement accru de la balance du commerce) ne se sont pas reproduits en 1937, ou se sont beaucoup atténués, par contre on ne peut noter aucune amélioration économique substantielle. La balance des comptes est restée déficitaire, malgré l'afflux des étrangers attirés par la baisse des prix-or. L'ensemble des revenus réels a diminué, le taux de l'intérêt s'est encore élevé, le déficit budgétaire a encore augmenté et l'élévation du coût de la vie a imposé à des classes nombreuses des sacrifices croissants, tout en retirant à la classe ouvrière une grande partie des bénéfices qu'elle avait escomptés.

\* \* \*

Disons tout de suite qu'au cours des premiers mois de l'année 1938 une amélioration sensible s'est manifestée, dont le signe le plus encourageant est l'augmentation des exportations, favorisées par un niveau de prix particulièrement bas en France, si on le compare aux prix-or étrangers. Ce qui reste de chômage à l'heure actuelle est en voie d'absorption. Une rentrée substantielle de capitaux, évaluée à plus de 15 milliards, faisant suite à la dernière dévaluation de mai, a entraîné la baisse du taux de l'intérêt à court terme et n'est pas restée sans quelque influence sur le loyer de l'épargne. En même temps, l'indice de la production paraît s'être amélioré, et le chômage partiel est en régression. Il y a là les éléments d'un progrès certain auquel il suffirait d'apporter des garanties de sécurité et de stabilité monétaire pour qu'on puisse envisager la persistance et la durée.

En dehors des luttes d'intérêt et de passion, ce qui s'est affronté au cours des deux dernières années, ce sont, en réalité, deux conceptions du mécanisme économique entièrement opposées et entre lesquelles il faut choisir. Nous disons à dessein deux conceptions du mécanisme économique et non pas deux doctrines, car la vieille opposition entre le libéralisme et l'économie dirigée — constamment ressassée par les journaux — exprime très mal ce que nous voulons souligner ici.

A l'issue d'une crise encore accentuée par la déflation de l'année 1935, on a voulu relever l'économie française en agissant directement sur répartition du produit. C'est une très

ancienne idée du socialisme (lequel a, comme le libéralisme, ses orthodoxes intrasigeants) que de vouloir augmenter l'activité productive en agissant directement sur le niveau des salaires. La croyance plus ou moins consciente qui domine cette conception, c'est qu'une augmentation des salaires se borne à limiter les profits de l'entrepreneur sans modifier le revenu global de l'industrie. Le produit net est conçu comme une somme d'argent constante, que l'on peut distribuer suivant des principes a priori entre les parties prenantes sans réagir sur la production.

Comme toutes les théories économiques, celle-ci n'est vraie que dans certaines limites, et sous certaines conditions. En période de prospérité lorsque la production augmente, que les échanges se multiplient et que le produit net s'accroît, cette conception est parfaitement défendable. Par contre, dans un régime socialiste, et dans une période de baisse des prix, où le revenu global de l'industrie, au lieu de s'accroître, reste le même ou diminue, l'augmentation des salaires n'est tolérée par l'organisme qu'à la condition que l'augmentation des prix qui en résulte ne diminue pas les débouchés de l'industrie, et par conséquent son revenu global. Ceci reste vrai, quel que soit le « régime » dans lequel fonctionne la production. Même en régime socialiste, une industrie dont les produits ne s'écoulent pas ou ne s'échangent que contre une masse décroissante de produits des autres industries est incapable d'assurer un revenu réel croissant à ses participants. Dans le

monde moderne, l'entrepreneur est simplement l'intermédiaire dont la marge de profits positifs ou négatifs indique si l'industrie est rentable ou non, couvre ses frais de production ou reste en-dessous.

L'autre conception du mécanisme de la reprise part de l'idée que toute reprise industrielle à la fin d'une crise ne peut s'effectuer que si l'on provoque une augmentation des débouchés par un écart suffisant entre le prix de revient et le prix de vente. L'objet d'une dévaluation est justement — quand la diminution directe du prix de revient est trop difficile — de réduire indirectement le prix de revient, tandis que le prix de vente, au moins à l'extérieur, reste inchangé. C'est un procédé « de désespoir », dont le résultat ne peut ensuite se maintenir que si, après l'opération initiale, l'effort pour diminuer le prix de revient se continue avec persévérance. Sans quoi de nouvelles dévaluations deviennent inévitables.

Mais la diminution du prix de revient, si la hausse des salaires est incompressible, ne peut se réaliser que par la rationalisation de l'industrie. Or celle-ci exige une injection de capital nouveau. C'est dire que la diminution du prix de revient dépend aujourd'hui, dans une large mesure, d'une baisse du taux de l'intérêt, sans laquelle l'amélioration technique des industries se heurte à des obstacles financiers insurmontables. Et c'est ici qu'apparaît la contradiction essentielle de la politique suivie ces deux dernières années.

## SOCIÉTÉ ÉGYPTIENNE FINANCIÈRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

### « SEFINA » S.A.E.

23, SHARIA EL MADABEGH — LE CAIRE

autorisée par Décret Royal du 19 Février 1938,  
paru au journal Officiel du 5/3/38

Dépôts à vue et à terme fixe — Recouvrement et Escompte d'Effets —  
Emission de chèques sur l'Égypte et l'Étranger — Achat et vente de  
Billets de Banque et Monnaies Étrangères — Ouverture de Crédits  
Documentaires et simples — Ordres de Bourse — Dépôt de Titres —  
Encaissement de tous coupons — Titres et Obligations à lot au  
comptant et à terme.

CAISSE D'ÉPARGNE aux MEILLEURES CONDITIONS

Car la politique de déficit financier poursuivie pu subie parallèlement à celle de la hausse des salaires a eu justement pour effet d'augmenter les taux d'intérêt à court et à long terme dans une mesure telle que les appels de l'Etat au marché des marchés des capitaux en sont rendus presque impossibles. Il suffit à cet égard de consulter les statistiques des émissions et de taux d'intérêt.

Ce n'est pas seulement en France que les appels de l'Etat au marché des capitaux ont pris, au cours des dernières années, une importance croissante. Mais aux Etats-Unis et en Angleterre, ces appels ont été accompagnés d'une baisse du taux de l'intérêt si forte que ni les charges ultérieures de l'Etat n'en ont été démesurément accrues, ni les taux d'emprunts rendus prohibitifs pour l'industrie privée. En France, la politique financière suivie depuis deux ans a créé elle-même le principal obstacle à une rationalisation industrielle que la hausse des salaires rendait impérieusement nécessaire.

\* \* \*

Signalons encore deux éléments, l'un intérieur, l'autre extérieur, qui constituent à notre avis des obstacles graves à une vraie reprise économique, soit en France, soit dans le monde.

Le premier est la politique de protectionnisme renforcé à laquelle continue à pousser la routine parlementaire, en dépit d'une situation économique complètement changée. Il est de notoriété publique qu'à la suite de la chute du franc au cours de l'année 1937, non seulement les prix français, à part quelques très rares exceptions, sont à parité avec les prix-or étrangers mais que le niveau des prix français est inférieur, d'environ 10 à 15% au niveau des prix

étrangers. C'est là qu'on trouve le levier le plus sûr pour ranimer toute l'économie française. L'augmentation des exportations, en atténuant le déficit de la balance des comptes, en facilitant par là la rentrée des capitaux, fournit un stimulant à toute la production. Si à ce stimulant viennent s'ajouter, comme il est permis de l'espérer depuis quelques semaines, une reprise de l'économie américaine et un arrêt de la dépression mondiale qui s'est déclenchée à partir du mois de mars 1937, les chances d'une amélioration sensible de la situation existent de nouveau. A une condition cependant, c'est que cette politique ne soit pas contrariée par un accroissement de protection qui, en élevant de nouveau les prix, viendrait atténuer jusqu'à les détruire les effets de la dévaluation. La politique de revalorisation des prix agricoles avait déjà contrarié les effets de l'expérience Laval en 1936 (par un rehaussement du coût de la vie au moment où l'on réduisait les revenus du public).

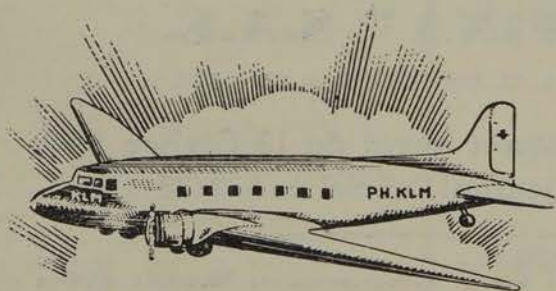
A l'heure actuelle, les prix agricoles, pour toutes sortes de raisons, ont monté plus que les prix industriels. Il suffirait qu'ils les suivent du même pas. Une politique de revalorisation systématique pouvait avoir sa raison d'être pendant la grande chute des prix agricoles consécutive aux événements de 1930 et 1931. Elle contrarie la reprise de l'économie lorsque, comme c'est aujourd'hui le cas, la hausse s'est substituée à la baisse. Il est inutile d'insister davantage sur un sujet que tout le monde connaît, mais dont il est de bon goût de ne pas parler.

L'autre élément sur lequel je voudrais attirer l'attention, c'est la continuation de la politique de l'or sut-

vie par la Grande-Bretagne et aujourd'hui heureusement abandonnée par les Etats-Unis.

Tout au cours du XIXe. siècle, les seules périodes pendant lesquelles la tendance continue à la baisse des prix, qui caractérise les économies à grande production, a été arrêtée ou suspendue sont celles où la production de l'or a été abondante. Or, aujourd'hui, la Grande-Bretagne continue à thésauriser une bonne partie de la production d'or du monde dans la crainte que cet or n'exerce une action trop vive sur ses prix. Cette crainte me paraît chimérique, étant donné les grands besoins d'or qui existent un peu partout. En empêchant l'or nouveau sorti des mines de produire ses effets normaux sur l'économie mondiale, on retarde le moment où cette économie retrouvera l'ampleur qui la caractérisait avant la guerre. Rien n'empêche la Trésorerie britannique de se prémunir contre les inconvénients du «Hot money», c'est-à-dire contre les va-et-vient du métal précieux dus aux craintes ou aux espoirs de dévaluation monétaire dans certains pays. Le matelas que constitue à l'heure actuelle de «fonds d'égalisation des changes» est plus que suffisant pour réaliser cet objet limité. Mais dans toute la mesure où cette politique va au delà et empêche l'or nouveau d'exercer son action de soutien sur les prix mondiaux, elle est devenue l'un des principaux obstacles à une reprise générale et prolongée. Très sagement, les Etats-Unis, depuis quelques mois, y ont renoncé. Si l'Angleterre sur ce point revisait aussi sa politique, elle apporterait une contribution singulièrement efficace à la reprise du commerce international ».

Charles Rist.



# KLM

ROYAL DUTCH  
AIR LINES

## 3 SERVICES PAR SEMAINE

EGYPTE-EUROPE — EGYPTE-EXTREME-ORIENT

et vice versa

RAPIDITE - REGULARITE - CONFORT

AGENTS :

**F. VAN DER ZEE**

Alexandrie, 10, rue Chérif Pacha, Tél. 28655

**NETHERLANDS TRAFFIC AGENCIES**

Le Caire, 7, Sharia Manakh, Tel. 41559

C. L EYRES Port Said, 23, Quai Sultan Hussein, Tél. 2500

DIACARIS SHIPPING AGENCY, Suez, Tél. 149



## LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

# THE EGYPTIAN DELTA LIGHT RAILWAYS Ltd.

## L'intervention du Représentant des actionnaires égyptiens

*Nos lecteurs sont au courant des démarches entreprises par une personnalité égyptienne auprès de l'Egyptian Delta Railways Ltd., en vue de défendre les intérêts des actionnaires égyptiens. Ces démarches que nous avons annoncées dans notre journal et auxquelles nous avons essayé de fournir notre appui, se sont traduites par l'intervention suivante faite à la dernière Assemblée Générale annuelle de cette société par un actionnaire.*

« Je parle, dit-il, en mon nom personnel d'abord, en tant qu'actionnaire, mais je parle aussi au nom d'autres actionnaires égyptiens qui ont remis entre mes mains des certificats de dépôt et des remises de pouvoirs pour près de 9.000 actions de la Société.

« Le Secrétaire m'a fait savoir qu'il pense que les documents que j'ai en mains ne remplissent point toutes les conditions mentionnées dans l'avis de convocation de cette Assemblée.

« Par conséquent, je ne peux guère représenter légalement les porteurs de 8.605 actions en question. Cependant, j'ai des raisons de croire que les remarques que je vais faire représentent l'opinion de tous les porteurs de ces 8.605 actions.

« Je souhaiterais voir les suggestions suivantes obtenir l'attention du Conseil ou, dans le cas où elles auraient déjà attiré son attention, obtenir de sa part une plus ample considération dans le plus bref délai possible.

« Je serais également heureux que le Conseil veuille me communiquer le résultat de ses décisions au sujet de ces suggestions, dès qu'il aura pu les étudier.

Voici mes suggestions :

1. — Qu'un Comité local soit de nouveau établi en Egypte, et qui ait le plus possible un caractère de permanence.

Cette suggestion n'entraîne nullement la mise en doute de la compétence du Directeur de la Société en Egypte, dont l'expérience et la capacité sont pleinement appréciées.

« Elle ne sous-entend également aucune intention désobligeante à l'égard de l'Egyptien, très éminent, qui a rempli si parfaitement sa fonction de membre du Conseil d'Administration et que nous avons réélu aujourd'hui.

« Mais il ne reste pas moins, vu les changements de la situation en Egypte, et les résultats commerciaux de la Société au cours de ces dernières années, que la création d'un Comité d'un caractère permanent en Egypte puisse être d'une grande utilité pour le développement des intérêts de la Compagnie.

En ce faisant, la Société ne ferait d'ailleurs que suivre une pratique de plus en plus en honneur dans les sociétés anglaises en Egypte, y compris les Banques et les Compagnies d'Assurances.

2 — Les Certificats des dépôts d'actions.

« L'avis de convocation de cette Assemblée spécifie que les détenteurs de certificats au porteur doivent déposer ces derniers dans des Banques déterminées, et, en Egypte, dans les trois Banques mentionnées.

« Comme plusieurs actionnaires en Egypte sont habitués à déposer leur portefeuille dans des Banques autres que celles spécifiées par la Société, je suggère que vous acceptiez ces certificats de n'importe laquelle des grandes Banques fonctionnant en Egypte et ce, en vue d'éviter tout déplacement inutile des actions.

3. — La forme des Procurations.

« Je suggère que des formulaires timbrés soient mis auprès des Bureaux de la Société en Egypte, à la disposition des actionnaires locaux afin qu'ils puissent plus facilement se mettre au courant des règlements de la Société et des exigences de la loi anglaise. Un avis touchant cette formalité devrait également être ajouté à l'avis de convocation publié dans la presse locale.

4. — Rapports et comptes.

« Je suggère que des copies des rapports et comptes de la Société, en même temps que des avis de convocation à l'Assemblée Générale, soient mis à la disposition des actionnaires égyptiens auprès des bureaux de la Société et qu'un avis soit publié de cela dans la presse locale.

« Il serait également souhaitable qu'un délai plus long que celui actuel de deux semaines, puisse être donné aux actionnaires égyptiens, contre la publication de l'avis de convocation et la réunion de l'Assemblée. »

*Le Conseil d'Administration a pris acte de cette requête et a promis de l'examiner attentivement.*

*D'ailleurs la personnalité qui a défendu le point de vue des actionnaires égyptiens, se tient en contact étroit avec le Conseil, et il est à espérer qu'une solution favorable interviendra dans un avenir très proche.*

## THE LAND BANK OF EGYPT

SOCIÉTÉ ANONYME EGYPTIENNE

fondée par Décret Khédivial du 10 Janvier 1905

Siège Social à Alexandrie

Capital : L.E. 1.000.000 — Réserves et Provisions : L.E. 806.000  
Prêts sur Hypothèques à long ou à court terme. — Acquisition des créances hypothécaires. — Acceptation de capitaux en dépôt avec ou sans intérêts.

# ACTUALITÉS ÉCONOMIQUES

## La Reprise aux États-Unis. - Un Cartel International du Charbon ?

### La reprise aux États-Unis

Aux États-Unis, le fléchissement de l'activité économique a pris fin pendant le mois de juin dernier; ce fléchissement a été remplacé par un début très visible de reprise. Ce redressement s'est nettement accentué depuis lors.

C'est ainsi que l'indice de l'activité économique établi par l'« *Analyst* » pour la semaine au 30 juillet a été de 80,8 contre 75 pour la semaine au 4 juin.

Le « *Financial Times* » cite, parmi les éléments importants de la reprise actuelle :

1o. Des indications très précises, constatées par le chiffre d'affaires des grands magasins, d'un accroissement du pouvoir d'achat de la consommation. Nombre de spécialistes du commerce de détail déclarent qu'actuellement le public se trouve dans de meilleures dispositions pour effectuer des achats que ce n'avait été le cas depuis plus d'un an.

2o. Une reprise prononcée dans la production d'acier, de textiles et de chaussures.

En ce qui concerne notamment l'industrie de l'acier, on constate que les livraisons de la matière destinée à l'industrie du bâtiment ont été la semaine dernière près du double du total de la semaine précédente, lequel était, il est vrai, exceptionnellement faible; elles ont dépassé quelque peu le chiffre correspondant de l'an dernier.

Soulignons que la revue technique « *Steel* » prétend que la cadence de production actuelle de la sidérurgie demeure supérieure à celle de la consommation. Les producteurs continuent à accumuler des stocks en prévision d'une reprise prochaine des affaires.

3o) Une nouvelle contraction des stocks de voitures d'occasion chez les intermédiaires. D'autre part, le nombre de voitures neuves est supérieur à celui des voitures produites.

Les perspectives de l'industrie de l'automobile, selon toute apparence, s'améliorent très nettement au fur et à mesure qu'approche la saison où le nouveau modèle va commencer à être mis en ven-

te. Il en résulte un certain encouragement dans les milieux sidérurgiques bien que jusqu'à présent l'industrie métallurgique n'ait bénéficié que d'un faible volume de commandes émanant de l'automobile. D'une façon générale, on prévoit que c'est seulement vers le 1er septembre que cette industrie passera des commandes importantes.

4o) Le volume des constructions entreprises à Detroit en juillet a été de 3.168.000 dollars contre 461.000 dollars en janvier.

5o) Une recrudescence de l'activité du bâtiment dans les États de l'Est, du Sud, du Sud-Ouest, de la côte du Pacifique et de certaines parties du Centre-Ouest.

Le rapport du département du Commerce annonce que les résultats de l'industrie du bâtiment en juillet ont apporté l'indice le plus net d'une amélioration générale de l'activité économique.

On peut déjà constater l'incidence de la reprise qui s'est dessinée depuis juin dans les résultats des compagnies pour le second trimestre. Ils permettent de constater, notamment, que le chiffre d'affaires des vingt principales entreprises industrielles s'est élevé au cours de ce trimestre à 765.568.000 dollars contre 721.586.000 dollars pour le premier trimestre de cette année et 1.272.000.000 dollars pour le second trimestre 1937. Au surplus, du fait du contrôle plus strict effectué sur les frais d'exploitation, ces mêmes compagnies ont pu réaliser, au cours du second trimestre, un bénéfice net de 54.369.000 dollars contre 35.998.000 dollars au cours du premier trimestre.

### Un cartel international du charbon

Il s'est tenu, il y a quelques jours, à Schéveningue, une réunion des représentants de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne, de la Belgique, de la Hollande, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. Cette réunion avait pour but d'étudier le problème de la conclusion d'un cartel international du charbon.

On n'a pas eu beaucoup d'indications au sujet de ces conversa-

tions. Ce que l'on sait, cependant, c'est qu'elles paraissent avoir augmenté les chances de l'établissement d'un cartel. Et pour émettre une telle conclusion, on se base surtout sur le fait que l'Allemagne s'est montrée plus conciliante.

Dans cette affaire, c'est l'Angleterre et l'Allemagne qui se trouvent surtout aux prises. L'Angleterre est demanderesse; l'Allemagne défend ses positions.

En fait, l'affaire du charbon apparaît comme une phase importante de la lutte économique qui se développe sur les marchés étrangers — qu'ils soient continentaux ou d'outre-mer — entre les Anglais et les Allemands.

L'Angleterre, c'est visible, résiste difficilement, sur les marchés d'exportation, à la concurrence allemande, et le résultat apparaît dans le déclin de son industrie minière — point sur lequel l'attention a été maintes fois attirée Outre-Manche.

C'est ainsi qu'en matière de charbon, la part de l'Angleterre, qui était de plus de la moitié, avant la guerre, est tombée au tiers; quant à sa part de production mondiale de charbon, elle a rétrogradé de 23 à 18 pour cent. En d'autres termes, sa production, qui avait reculé à 207 millions de tonnes en 1933 contre 287 millions en 1913, n'a que péniblement remonté à 221 millions en 1936 et 233 millions l'an dernier.

Par contre, l'Allemagne vend son charbon non seulement en Europe Centrale, mais dans la Méditerranée, en Amérique du Sud, même au Canada. On sait que cette rapide ascension des exportations allemandes est due au régime économique du Reich, en vertu duquel la production et la vente de charbon sont soumises au contrôle de l'Etat, celui-ci, par ailleurs, accordant à cette industrie un concours financier qui rejette au second plan toute question de prix de revient.

Avant de penser à un cartel des charbons qui pourrait modifier la situation internationale en cette matière, l'Angleterre a essayé de résoudre le problème sur son terrain propre. Elle a notamment essayé d'employer chez elle le système de financement allemand, mais elle s'est tôt aperçue qu'un

prélèvement susceptible d'atteindre ne fut-ce qu'un shelling par tonne produite, aurait l'inconvénient de grever la consommation nationale et de majorer les prix de revient de l'industrie.

Un autre système a été essayé, à savoir : la rationalisation des entreprises anglaises; cette rationalisation a été commencée dès 1930 et elle s'est complétée au milieu de 1936 par la centralisation des ventes.

Tout cela paraît insuffisant et l'Angleterre cherche maintenant à déterminer des débouchés réservés à chaque pays exportateur : c'est l'objet des conversations ayant trait à la constitution d'un cartel international du charbon.

Interrompues présentement, ces conversations reprendront en septembre prochain, et l'Angleterre espère bien amener l'Allemagne à modifier son attitude en ce difficile problème qui ressort essentiellement de la question complexe de la division internationale du travail.

#### Bibliographie

##### LA PERSE

Dans la « Bibliothèque Géographique » paraît aujourd'hui un ouvrage qui comble une lacune : « La Perse, des origines à nos jours ». Etude géographique et historique, par M. Raymond Furon, ancien professeur à l'Université de Téhéran.

La Perse, l'Iran actuel, est un des pays dont il est beaucoup parlé. L'art, l'archéologie, l'histoire et les philosophies en ont été excellemment traités par divers auteurs, mais il n'existait pas, en langue française, d'ouvrage d'ensemble récent. Comme beaucoup de pays d'Orient, la Perse est en pleine évolution. C'est pourquoi l'auteur a pensé que l'on comprendrait mieux la Perse actuelle en relisant son histoire, en examinant son rôle dans le monde et les influences extérieures qu'elle eut à subir.

Le premier chapitre est consacré à la géographie, dont on sait le rôle capital dans l'évolution d'un peuple.

Les chapitres consacrés à la Préhistoire et à l'Histoire sont basés sur une documentation classique, rappelée dans la bibliographie. Ils sont suivis de tableaux chronologiques, mettant en parallèle les grands faits de l'Orient et de l'Occident. Ils montrent comment la Perse conserva toujours sa figure et sa civilisation au milieu de toutes les invasions qui vinrent troubler l'expression de son génie national. Au cours des chapitres, on voit apparaître, puis se préciser, les divers problèmes locaux et internationaux dont nous ne vivons qu'un épisode.

Ceci nous amène jusqu'à la guerre russo-japonaise, puis à la guerre de 1914 dont la Perse eut beaucoup à souffrir, matériellement et moralement.

La dernière partie, consacrée à la Perse actuelle, apparaît alors comme la suite logique et nécessaire de ce long passé.

M. Furon présente la figure du souverain actuel, Reza Shah Panlavi, un homme d'action, un chef, dont l'autorité incontestée a modifié le cours de l'évolution de la Perse depuis douze ans. Nous voyons successivement les grandes réformes qui ont changé l'aspect extérieur du pays : la reconstruction des grandes villes, l'adoption du costume européen, l'établissement du chemin de fer transiranien, le problème du pétrole, l'industrialisation. Au point de vue financier, une documentation précise, chiffrée, expose l'économie de la Perse actuelle.

Ce livre sur la Perse a sa place marquée à côté de tout ce que nous sentons, de tout ce que nous savons sur l'évolution de l'Asie, vieux continent générateur de bien des civilisations qui, longtemps stupéfié par les progrès matériels de l'Occident, a repris maintenant sa marche en avant.



#### NATIONAL BANK OF EGYPT

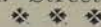
##### Dividende Intérimaire

MM. les Actionnaires de la National Bank of Egypt sont informés que, par décision du Conseil d'Administration et conformément aux dispositions de l'article 51 des Statuts, un dividende intérimaire de quatre pour cent, soit huit shillings par action, à valoir sur

les bénéfices de l'exercice en cours, sera payé à partir du 1er septembre, 1938, contre remise du coupon No. 64.

En Egypte. — Au Siège de la National Bank of Egypt au Caire et à sa succursale d'Alexandrie.

A Londres. — A l'Agence de la National Bank of Egypt, 6 et 7, King William Street, E.C. 4.



### CRÉDIT FONCIER ÉGYPTIEN

#### Obligations 3% à Lots TIRAGES DU 15 AOUT 1938

##### Emission 1903 — 459e. Tirage

Le No. 455.321 est remboursable par 50.000 frs.

Les 25 numéros suivants sont remboursables par 1.000 francs.

449161	525295	589829	616320	679074
463861	535856	598866	628126	680618
469700	541189	601038	648848	704452
489029	564834	608220	669599	732503
524965	570988	614332	673312	750088

##### Emission 1911 — 358e. Tirage

Le No. 351482 est remboursable par 50.000 frs.

Les 25 numéros suivants sont remboursables par 1.000 francs.

543	53235	99319	197503	345804
20516	57339	150537	203552	360692
21467	75431	174995	267894	367553
27622	79890	192038	269951	371600
38956	94916	197079	340981	386627

Le paiement des lots sera effectué à partir du 31 août 1938 pour l'Emis. 1903 et du 1er septembre pour l'Emis. 1911.

## La MENACE ALLEMANDE

(Suite de la page 2)

Il est curieux de constater que ce sont justement les nations les plus individualistes dans le domaine international, qui, à l'intérieur de leurs frontières traquent l'individu, qui nient tous droits et tout respect, font de l'Etat un Dieu qui doit être adoré par le peuple et qui n'a aucun devoir vis-à-vis de ce dernier.

Si cet état de choses lamentable ne prend pas fin, la civilisation actuelle ou ce qu'il en reste disparaîtra irrémédiablement.

Or comme l'a dit M. Cordell Hull dans les discours prononcés au début de cette semaine : «...la majorité écrasante de l'humanité est décidée à vivre dans un monde où l'anarchie ne sera pas tolérée, où la loi prévaudra, où les relations économiques et culturelles, pacifiques ne seront pas troublées ».

Et que voyons-nous ? Deux ou trois nations font trembler le monde, créent une atmosphère de plus en plus tendue, où règnent l'angoisse et la crainte. Dans quel espoir ? Est-il vraiment possible que ces nations s'imaginent qu'une guerre mondiale pourra leur être de quelque profit. Nous ne pouvons l'imaginer. Ou

alors il faut douter de certaines choses. Car, aujourd'hui, il faut être fou pour croire qu'une nation pourra sortir agrandie et enrichie d'une guerre générale.

Les menaces de l'Allemagne, tous ces bruits de bottes que l'on entend, depuis quelques jours, n'ont d'autre but que d'influencer ceux qui seront assez pusillanimes pour avoir peur.

Ces méthodes ne pourront rien rapporter à l'Allemagne. Bien au contraire, en tuant la confiance, elles étouffent les échanges, elles stérilisent l'argent dans des armements gigantesques, elles paralysent le commerce et font finalement un tort énorme aux Allemands eux-mêmes.

Malheureusement ceux qui aujourd'hui dirigent l'Allemagne et certaines autres nations, ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre. Voilà la tragédie de l'Europe. Voilà la raison des tourments de l'humanité.

Le jour où l'Allemagne ouvrira enfin les yeux, et comprendra, une nouvelle ère de paix et de prospérité, s'ouvrira pour l'humanité. D'ici là, le monde continuera à s'enliser et à souffrir. Cela est indiscutable !

Edgar Anzarut.

# REVUE DE LA PRESSE ARABE

## Les Impôts

On sait que le Sénat a refusé au gouvernement le droit de promulguer des impôts qui n'auraient pas été au préalable soumis au Parlement. Et depuis ce jour, une campagne en faveur de l'économie est éternisée dans toute la presse arabe. Celle-ci, traite la question des impôts en perspective et de la nécessité restreindre quelque peu les dépenses superflues. L'« Ah-ram » écrit notamment dans un article de fond.

Dans leur ensemble, les débats parlementaires ont prouvé la nécessité d'examiner minutieusement le projet des impôts. Ceux-ci, représentent une charge à laquelle le pays n'est pas encore accoutumé. Toutefois il n'est pas douteux que le budget ait besoin de ressources nouvelles, alors qu'il comptait surtout et jusqu'ici sur les revenus des douanes et les contributions foncières.

### SONGEZ AU PEUPLE

Néanmoins, afin de pouvoir assumer les charges nouvelles et inévitables, il convient de songer sérieusement à augmenter les ressources de la fortune générale de la nation.

Il se peut que le pays puisse voir son progrès limité au point de vue agricole depuis que ces frais augmentent et depuis que d'autres pays sont en train de cultiver du coton, à tel point que la Turquie vient d'interdire l'importation du coton étranger, parce que ses plantations suffisent pour les besoins de la consommation locale.

### LES DEBOUCHES

Il est indispensable, dans ces conditions, de songer dès maintenant à doubler la production en exploitant nos ressources minières, encore fortement négligées et en encourageant la constitution de sociétés susceptibles d'assumer une pareille charge. Même si les capitaux de ces sociétés doivent commencer par être des capitaux étrangers.

Nous pourrions poser les conditions assurant l'emploi des techniciens égyptiens tout en accordant un bénéfice sérieux au gouvernement.

### DES PROGRES

C'est un indice d'heureux augure de voir que les habitants du pays se rendent compte des avantages de la thésaurisation. Ils ont maintenant des millions de livres déposés dans les caisses d'épargne ou placés dans les titres des obligations, des immeubles ou des industries. La main d'oeuvre est aussi abondante. Elle ne coûte

pas chère et il est de notre intérêt de l'orienter dans la voie efficace et utile. Nous tuons ainsi le chômage.

Tout le monde est unanime pour dire que les Cabinets successifs ont été jusqu'ici absorbés par les affaires politiques. Un tel état de chose a distrait les membres du gouvernement de travailler à augmenter les ressources du pays, conformément à la politique créatrice stable.

### PRENEZ ET DONNEZ

Maintenant qu'il a été convenu d'examiner les nouveaux impôts par la voie ordinaire, il n'y a pas de doute que le pays se rende compte du fait qu'il s'agit d'enlever une partie des revenus individuels pour la mettre dans la caisse de l'Etat. C'est là une mesure que le gouvernement devra faire accompagner d'une autre: augmenter les ressources de la nation et sa fortune de manière qu'elle soit à même d'assumer les charges nouvelles sans en être accablée. Ceci d'une part.

D'autre part, il est établi que les impôts et les fonds nouveaux que l'on peut obtenir constituent une glissade vers la prodigalité. Le gouvernement devra ne pas exagérer ses dépenses. Il devra plutôt être très minutieux dans tout ce qu'il perçoit. Afin que les nationaux ne soient pas accablés par des impôts dont le montant ne serait pas dépensé au profit de la masse.

## Réduisez vos dépenses d'abord

Le peuple ne saurait admettre d'être frappé de nouveaux impôts avant que le gouvernement n'ait fait tout son devoir dans le domaine de l'économie. C'est ainsi que s'exprime le « Misri », organe du Wafd dans un article où il dit qu'avant d'appliquer ces projets d'impôts, le gouvernement aurait dû réduire ses dépenses :

Tout Egyptien a le droit de demander: est-ce que le gouvernement a d'abord économisé chaque piastre qu'il lui était possible d'économiser, avant de me réclamer de nouveaux impôts ?

### A-T-ON FAIT

### QUELQUE CHOSE

Le gouvernement a-t-il réduit ses dépenses ? S'est-il dispensé du luxe dont il doit se passer dans les circonstances actuelles. En un mot, le gouvernement peut-il dire aujourd'hui au pays qu'il a eu recours à tous

les moyens d'économie, qu'il a frappé à toutes les portes de l'épargne, et qu'il a enfin décidé d'appliquer les nouveaux impôts ?

### LE PEUPLE NE DEMANDE

### QU'A PAYER

Le peuple, ne tuit pas les charges qu'on lui impose. Il est prêt à faire face à la situation, quoique cela puisse lui en coûter. Mais il veut d'abord être rassuré. Il veut être tranquillisé. Il veut savoir s'il ne court aucun risque avant de faire de plein gré un nouveau sacrifice. Le gouvernement peut-il aujourd'hui lui dire qu'il a fait tout ce qu'il a pu pour économiser, et qu'il a fini par se rendre compte du fait qu'il n'y a pas moyen de faire autrement que d'avoir recours aux nouveaux impôts ?

Le gouvernement ne peut pas dire cela parce que le peuple voit de la prodigalité partout. C'est pourquoi, il demande que l'on commence par y mettre un terme.

## De la modération

C'est le « Mokattam » qui est en train de prêcher la modération dans les taxes nouvelles.

C'est la première fois dans l'histoire de l'Egypte contemporaine que le gouvernement s'adresse au peuple pour lui demander des impôts. Certes, on aurait pu voir le gouvernement augmenter les taxes douanières. Mais il s'agit là de contributions indirectes. Les gens ne s'en ressentent pas beaucoup et leur répartition n'est pas tout à fait équitable. Ces taxes douanières portent surtout sur les articles de luxe.

Quant aux contributions nouvelles, ce sont des impôts directs et tout le monde s'en ressent bon gré, mal gré. Le même journal demande ici au gouvernement d'être très économe et d'éviter la prodigalité et toute dépense inutile. Et ce n'est qu'après cela dit-il qu'il aura droit à demander aux contribuables de combler le déficit éventuel dans son budget. Il continue ainsi :

Le principe des nouveaux impôts tendant à l'égalité des contribuables est assez logique en lui-même. Mais il faut considérer la capacité du pays à supporter un degré déterminé d'impôts en conservant une capacité financière à laquelle on aura recourus dans les circonstances imprévues.

On sait que le pays traverse presque une crise économique et financière. Est-ce le moment de réclamer du pays une collection d'impôts divers qui nécessiteront non seulement

une augmentation des charges financières, mais aussi une certaine tenue des livres et de registres. Si nous prenons maintenant tous ces impôts, que nous reste-t-il pour plus tard; le jour où nous aurons vraiment besoin d'argent pour parer à des éventualités imprévues ?

## Qu'a fait le Gouvernement ?

C'est que se demande le « Misri » dans le titre de son article de fond en poursuivant sa campagne contre les dépenses excessives faites par le gouvernement.

Le gouvernement n'a jamais songé au peuple. Il ne pense qu'à s'enrichir. Mais comment voulez-vous qu'en enrichisse la nation ? Comment va-t-on compenser le versement qu'on lui demande ? C'est ce que le gouvernement ne nous a pas dit. Et nous n'exagérons pas en disant que son silence n'est pas seulement dû à la modestie.

Qu'a fait le gouvernement dans le domaine de la production nationale. Certains nous diront patientez. Soit. Mais le moins que l'on puisse attendre du gouvernement aurait été l'élaboration d'un programme pour augmenter sur sa base la fortune nationale, avant de faire une liste comprenant six nouveaux impôts et qu'il veut imposer au peuple le plus rapidement possible.

Notre fortune nationale est basée sur l'activité du peuple. Qu'est-ce que le gouvernement compte faire pour nos jeunes diplômés chômeurs ? Quel est le programme qu'il envisage pour profiter des aptitudes de ces jeunes gens ? Quelle est la politique en vue pour tirer partie de leurs efforts et de leurs activités.

Ces jeunes gens constituent une mine qui a besoin d'être exploitée. Que fait le gouvernement pour en tirer partie dans la mesure du possible.

Le journal donne ensuite quelques exemples montrant que selon lui, le gouvernement reste inactif. Il conclut ainsi :

Nous ne sommes pas en train de faire les statistiques, mais nous nous contentons des exemples précédents. Le gouvernement sait ce qu'il doit faire. Mais il ne dit pas au peuple qu'il agit. Et le peuple voit qu'il ne fait rien.

## Une politique créatrice Stable

Si nous voulons avoir une politique créatrice durable, il faut s'adresser à des techniciens compétents et capables de créer dans les divers domaines, une oeuvre stable. La

politique créatrice a besoin de groupements techniques indépendants, dit l'« Ahram » dans le titre de son éditorial.

L'expérience des autres pays a démontré les avantages de l'élaboration au préalable de plans créateurs, plans à exécuter en des périodes déterminées. Ainsi, le plan de réarmement britannique et le plan industriel de Russie peuvent-ils être cités comme exemple.

### POUR BIEN BATIR

Pour que la marche de ces programmes soit continue et que leur réalisation soit assurée, il faut les établir sur des bases nationales. Dans les pays démocratiques, les membres du gouvernement consultent les partis de l'opposition. Comme cela s'est passé en Angleterre pour le réarmement et pour la politique de non intervention en Espagne. Quant aux pays de dictature, leur gouvernement n'a pas du tout besoin de consulter ses rivaux. Parce que l'opposition officielle n'est pas reconnue ou bien cette opposition n'existe pas comme en Allemagne ou en Italie.

### LE PLAN TRIENNAL

On sait que le gouvernement a un plan triennal. Le ministre des Finances y tient. Ce projet tend à déterminer toutes les grandes entreprises créatrices, à en évaluer les frais et à en échelonner l'exécution sur trois ans. Le ministre des Finances étudiera ces questions à la lumière des suggestions parlementaires. Parmi ces projets, se trouvent le cadre des fonctionnaires, les nouveaux impôts, la Banque d'Etat, les greniers des céréales, et l'exploitation des marchés égyptiens. Ces projets, tout le monde est d'accord pour les réaliser. Personne ne conteste la nécessité d'élaborer un règlement pour les fonctionnaires, écartant tout favoritisme et tout exception.

### LES IMPOTS

Quant aux nouveaux impôts, le principe de leur établissement n'est pas du tout contesté. Les divers partis sont d'accord là-dessus. Et tous se sont plaints du manque de souplesse du budget égyptien par suite de l'impuissance du gouvernement à imposer des impôts sur les revenus et les successions du temps des capitulations. Quant aux récents différends sur la législation fiscale, ils ne portent pas sur le fond mais plutôt sur la forme. Il s'agit du principe de la promulgation d'impôts qui n'aient été au préalable adoptés par les chambres législatives. D'autre part, on craignait que cela ne constituât un précédent étendant les attributions du pouvoir exécutif aux dépens du pouvoir législatif et aux dépens de la constitution elle-même.

La question porte sur la nécessité de ne pas appliquer beaucoup d'im-

pôts en bloc et des avantages qu'il y a à pratiquer la gradation. Afin que l'économie nationale ne soit pas accablée en des circonstances qui n'étaient pas familières au public.

### LES SILOS

Quant aux dépôts des céréales, c'est là un projet du Ministère du commerce et de l'Industrie, projet auquel on doit donner suite après que le pays se soit assuré qu'il produit du blé en quantité suffisante pour la consommation locale, production qui exige l'aménagement des silos destinés à sauvegarder les céréales contre toute avarie en les conservant pendant un certain temps. Quant à l'exploitation des marchés égyptiens, c'est un projet qui se rapporte à la fortune nationale, son commerce et l'écoulement des récoltes de ses fellahs ainsi que les débouchés au chômage, la lutte contre la fraude et la sauvegarde de la santé égyptienne.

### LES RICHESSES MINIERES

D'autres projets sont contenus dans ce plan de trois ans. La recherche du minerai de métal, l'exploitation des chutes d'eau d'Assouan et l'installation des instruments et des usines nécessaires au travail du fer découvert à Assouan. Tout ceci a besoin d'ordre et d'organisation technique et financière. Il nous faut pour cela employer les fonds des réserves de l'Etat et les revenus des nouveaux impôts. Nous avons aussi besoin des spécialistes qui travailleraient loin de tout esprit de parti. Spécialistes qui inspireraient confiance à tous et qui assureraient l'encouragement des Ministères qui se succéderaient au pouvoir.

### CHAMBRE DE COMPENSATION

#### CAIRE

du 8 au 13 août

Nombre des effets présentés à la Compensation :

L.E.

7.936 d'un montant de 1.174.823  
Même semaine 1937 :

7.637 d'un montant de 1.043.119  
Total du 1er janvier 1938 à ce jour :

308.858 d'un montant de 44.301.778  
Même période 1937 :

300.643 d'un montant de 48.081.907

#### ALEXANDRIE

du 8 au 13 août

Nombre des effets présentés à la Compensation :

L.E.

4.520 d'un montant de 849.760  
Même semaine 1937 :

4.078 d'un montant de 877.847  
Total du 1er janvier 1938 à ce jour :

159.771 d'un montant de 32.118.460  
Même période 1937 :

159.529 d'un montant de 35.768.265

# LES FLUCTUATIONS DE LA BOURSE DES VALEURS DU CAIRE

## DU 12 AU 19 AOUT 1938

DÉSIGNATION DES VALEURS	12 août 1938	19 août 1938	DÉSIGNATION DES VALEURS	12 août 1938	19 août 1938
<b>FONDS D'ETAT</b>			<b>SOCIETES FONCIERES</b>		
Unifiée 4% .....	Lst. 101 7/16	101 5/8	Dom. Ch. Fadl, Act. ...	L.E. 3 63/64	3 15/16
Privilégiée .....	Lst. 95 5/16	95 9/16	Gharb. Land Cy., Act. Frs.	1 7/64	1 3/32
Bons du Trésor 4½% ...	L.E. 104 3/8	104 3/8	Gharb. Land Cy., Fd. ...	L.E. 0 5/64	0 5/64
Lots Turcs .....	Frs. 3	3	Anglo-Egypt. Land Allot.	L.E. 3 7/16	3 7/16
Trib. d'Ég. 3½% .....	Lst. 99 1/2	99 1/2	Sté Fonc. d'Égypte ...	Lst. 6 9/32	6 5/16
Tribut. d'Ég. 4% .....	Lst. 102 1/2	102 1/2	Wadi Kom-Ombo, Act. Lst.	6 21/64	6 15/32
			Wadi Kom-Ombo, Fd. ...	Lst. 34	34 7/16
			Anglo-Belgian Cy. ....	Lst. 0 57/64	0 57/64
<b>BANQUES</b>			<b>SOCIETES IMMOBILIERES</b>		
Crédit Agr. d'Égypte, Act.			Union Foncière .....	Lst. 2 23/32	2 47/64
Ord. ....	P.T. 480	480	Eg. Enter. et Dev. ....	L.E. 4 31/32	4 31/32
National Bank .....	Lst. 34 7/8	34 27/32	Eg. Enter. et Dev. Fd. ...	L.E. 0 5/16	0 5/16
Crédit Fon. Egypt. Act. Frs.	660	665	Cairo-Héliopolis .....	Frs. 275 1/2	275
Crédit Fon. Fd. 1/10 ...	Frs. 1290	1290	Cairo-Héliopolis, Fd. ...	L.E. 10 5/16	10 5/16
Crédit Fon. Ob. lots 1903, Frs.	322 1/2	320	Cairo-Héliopolis, Ob. ...	Frs. 529	529
Crédit Fon. Ob. lots 1911 Frs.	297 1/2	296 1/2	Egypt. Delta Land .....	Lst. 1 3/64	1 3/64
Crédit Fon. Obl. 3½% ...	Frs. 524	524	New-Egyptian Cy. ....	Sh. 15/3	15/- a.
Crédit Fon. Ob. 3% .....	Frs. 479	479	Sté. Im. Gare Cairo .....	L.E. 3 3/8	3 3/8
Crédit Fon. Obl. 3½% Em.			Koubbeh Gardens .....	L.E. 1 17/32	1 17/32
1937 .....	L.E. 95,10	95,25	Jairo Suburban Land ...	L.E. 2 3/4	2 3/4
Banque d'Athènes .....	Frs. 9	9 1/4			
Sté. An. Belgo-Egyptien-			<b>SOCIETES INDUSTRIELLES</b>		
ne, Part Soc. ....	Frs. 49 1/2	49 1/2	Crown Brewery .....	Frs. 127 v.	127
Land Bank, Act. Ord. ...	Lst. 3 61/64	3 57/64	Cie. Frigorifique .....	L.E. 5 19/32	5 5/8
Land Bank, Fond. ....	Lst. 36 3/4	35 1/2	Sté. Eg. Irrig., Act. ....	L.E. 0 21/64	0 21/64
Land Bank, Ob. 3½% ...	Frs. 444 1/2	444 1/2 ex.	Manure Cy. ....	L.E. 1 15/32	1 15/32
Land Bank, Ob. 4% ...	Frs. 68 excn.	68 excn.	Salt and Soda .....	Sh. 45/7 1/2	46/2 1/4
Land Bank, Ob. 4½% 1930	P.T. 742 exc.	743	Port-Said Salt .....	Sh. 42/9	43/3
Land Bank 5% 1926 .....	Lst. 102 1/2 ex.	102 1/2 exc.	Egyptian Markets .....	Sh. 27/4 1/2	27/4 1/2
Land Bank 5% 1927 ...	L.E. 102 1/2 ex.	102 1/2 ex.	Anglo-Eg. Oilfields, Act. Lst.	2 9/16	2 5/8
Banque Misr .....	L.E. 6 1/4	6 5/16	Suc. et Raf. Eg., Ord. ...	Frs. 123 1/2	123 1/2
Bq. Com. Grèce, Act. ...	Frs. 18 1/2 exc.	18 1/2 ex.	Suc. et Raf. Eg. Priv. Frs.	112 1/4	111 1/4
Mortgage Bank of Pa-			Suc. et Raf. Eg. Ob. ....	Frs. 465	465
lestine Act. Ord. ....	L.E. 5,65	5,65	Suc. et Raf. Eg., Fd. ...	L.E. 3	3
Ob. 5% 1938-56 s. U.V.W.	L.E. 96,05	96,05	Elect. Light & Pow .....	L.E. 17 3/4 exc	17 3/4 ex.
Ob. 5% 1939-56 série X.	L.E. 96,05	96,05	Elect. Light Pow Jss. ...	L.E. 13 3/4 exc	13 3/4 n.
Ob. 5% 1941-56 série Y.	L.E. 97,25	97,25	Industrie du Froid, Act. L.E.	4 15/16	4 15/16
			Filature Nationale Ord. Lst.	8 23/32	8 27/32
			Cairo Sand Bricks .....	Lst. 3 1/4	3 1/4
			Imprimerie Misr .....	L.E. 7 1/4	7 1/4
			Sté. Misr Egr. Coton ...	L.E. 4 1/16	4 3/32
			Plâtrière Ballah .....	L.E. 5 1/16	5 1/16
			Alexandria Pressing .....	Lst. 7 5/8	7 5/8
			«Al Chark» Cie. Ass. sur		
			la Vie .....	L.E. 6 9/32	6 9/32
			Soc. Ciments Portland		
			Tourah .....	P.T. 1100	1100 v.
			Sté Misr Fil. et Tiss. Act. L.E.	5 1/32	5 1/32
			The As. Cotton Ginners, Lst.	0 11/16	0 11/16
			<b>HOTELS</b>		
			Gd. Hôt. Eg. Nung. ....	Lst. 16 7/16	16 7/16
			Gd. Hôt. Ob. Série A. ...	Lst. 104 excn.	104 excn.
			Up. Eg. Hot., Nouv. ...	L.E. 1 3/8	1 3/8
			Up. Eg. Hot., Ob. 5% ...	L.E. 86	86 a.
			Egyptian Hot., Ord. ....	Lst. 1 29/64	1 7/16
			Egyptian Hot., Priv. ...	Lst. 9 1/8 v.	9 1/8 v.

# LES FLUCTUATIONS DE LA BOURSE DES VALEURS D'ALEXANDRIE

DU 12 AU 19 AOUT 1938

DESIGNATION DES VALEURS	12 août 1938	19 août 1938	DESIGNATION DES VALEURS	12 août 1938	19 août 1938
Empr. Municipal 1902 ... Lst.	100 3/8	100	Delta Lt. Rys., Priv. ... Lst.	1	1
Empr. Municipal 1919 ... L.E.	100 3/4	103 3/4	Alexandria Ramleh ..... Lst.	0 31/32	0 15/16
Land Bank Act. .... Lst.	3 15/16	3 7/8	Trams Alex., Div. .... Frs.	234	234
Land Bank, Fond. .... Lst.	35 1/16	38	Trams Alex., Jouiss. ... Frs.	20	25 3/4
Land Bank Obl. 3 1/2% ... Frs.	448	435	Trams Alex., Obl. 4% ... Frs.	484	484
Land Bank, Obl. 4% ... Frs.	68 1/2 ex.	68 1/2 ex.	Press. et Dépôts Act. ... L.E.	14 7/8	14 13/16
Commercial Bank ..... Lst.	1	2	Presses Libres ..... L.E.	8 1/2	8 11/16
Alexandria Water ..... Lst.	15 7/8	15 3/4	Net et Pressage ..... L.E.	7 11/16	7 11/16
Béhéra, Ord. .... L.E.	10 7/8	10 1/2 v.	Alex. Pressing ..... L.E.	7 5/8	7 19/32
Béhéra, Priv. .... Lst.	5 1/4	5 1/4	Bonded War., Ord. .... Lst.	6 1/4	6 7/32 v.
Urb. et Rurales ..... Lst.	2 21/32	2 19/32	Bonded War., Priv. .... Lst.	5 1/4	5 1/4
Urb. et Rurales, Fond. ... Lst.	0 1/4	0 1/4	Filature Nationale, Act. Lst.	8 3/4	8 7/8
Union Foncière ..... Lst.	2 3/32	2 3/32	Salt and Soda ..... Sh.	45/3	45/10 1/2
The Gabbarry Land ..... L.E.	2 1/8	2 1/8 v.	Port-Said Salt ..... Sh.	43/6	42/9
La Gérance Imm. .... L.E.	3 3/4	3 3/4	Ass. Cotton Ginners ... Lst.	0 21/32	0 21/32

*Vous gagnerez du temps...*

*avec*

**OKAVA**

*Favourite*

*... et vous serez mieux rasé*

PT. 3 1/2 les  
5 lames

OKAVA

110 mm

SOAS

# Chronique de la Bourse des Valeurs

Le 19 août 1938.

La situation politique internationale marque le pas. Il n'y a pas eu d'amélioration, mais il n'y a pas eu d'aggravation et c'est là on peut dire un résultat assez satisfaisant.

Côté espagnol, Franco répond enfin à la Note Britannique sur le plan de non-intervention. La réponse serait assez satisfaisante. C'est donc un progrès.

Par contre, côté tchécoslovaque, aucune amélioration. On craint même un échec de la médiation Runciman. Mais Londres est décidé à intervenir auprès de Berlin pour lui rappeler les déclarations de M. Chamberlain: une attaque de l'Allemagne contre la Tchécoslovaquie déclencherait une guerre européenne. Par ailleurs, M. Cordell Hull et puis M. Roosevelt ont laissé sous-entendre que les Etats-Unis interviendraient en cas de guerre européenne.

L'atmosphère se trouve ainsi quelque peu clarifiée. Cela a permis une tendance meilleure des marchés.

Aux Etats-Unis les indices d'une reprise sont probants.

Au cours des huit derniers jours, les entreprises de construction ont enregistré pour doll. 20.338.000 de commandes privées, soit une hausse de 77% sur la semaine précédente, et de 43% sur la semaine correspondante de 1937. Les commandes pour compte des collectivités publiques ont totalisé doll. 56.093.000, soit une augmentation de 80% sur l'an dernier.

Depuis quelques jours, les usines de Détroit reprennent du personnel: 1.260 ouvriers ont été embauchés dans une seule journée. Les usines métallurgiques de la Ford Motor ont recommencé à produire et l'U.S. Rubber vient d'ordonner l'embauche de 1.000 ouvriers supplémentaires.

On prévoit une forte reprise dans l'industrie automobile en raison des embauchages d'ouvriers faits par les principaux fabricants, pour l'automne. On pense que d'ici un mois toutes les usines de la General Motors à Détroit fonctionneront.

La production d'acier a recommencé à l'usine Ford de Dearborn (Michigan), où 3 hauts fourneaux ont été rallumés et où 300 ouvriers spécialisés ont été rappelés.

Les dirigeants de l'industrie automobile espèrent que la reprise actuelle des affaires et celle de Wall Street augmenteront la demande de voitures.

Les marchés européens furent également assez satisfaisants. Mais l'on demeure inquiet au sujet du franc français. Les rumeurs de dévaluation persistent toujours. M. Daladier vient de les démentir une fois de plus et annonce des mesures sévères pour sauvegarder la tenue du franc.

Notre place a fait preuve d'une fermeté satisfaisante, encouragée par la hausse des prix du coton.

## FONDS D'ETAT

L'Unifiée est demandée à Lst. 101 3/4 contre 101 7/16. La Privilégiée termine à Lst. 95 9/16 contre 95 5/16.

## BANCAIRES

Ce compartiment est cependant plus faible que les autres. La National Bank abandonne une petite fraction à Lst. 34 27/32. Toutefois, l'action Crédit Foncier gagne quelques points à frs. 665 contre 660. Les obligations à lots sont plus faibles. L'émission 1903 clôture à frs. 320 c. 323 et l'émission 1911 à frs. 296 1/2 c. 297 1/2.

La Banque d'Athènes a pu hausser à frs. 9 1/4 contre 9. Les Land Bank sont plus faibles à Lst. 3 57/64 contre 3 61/64 pour l'action et à Lst. 35 1/2 contre 36 3/4 la fondateur.

## EAUX, TRANSPORTS ET CANAUX

Les valeurs d'Eaux sont plus fermes. L'action de capital avance à frs. 129 contre 126, alors que la jouissance termine à frs. 366 contre 359.

Les obligations Suez sont toujours en bonne demande. Les 3% avancent à frs. 605 contre frs. 599 et les 5% terminent fermes à frs. 611.

La dividende Trams d'Alexandrie est ferme sans offres à frs. 241. Il en est de même de la privilégiée qui termine à frs. 26. La part sociale Trams du Caire demeure ferme à frs. 72.

## FONCIERES ET IMMOBILIERES

Ces compartiments furent généralement fermes, encouragés par la bonne tendance des cours du coton. L'action Cheikh Fadl est recherchée à L.E. 3 15/16, en gain d'une fraction. Toutefois l'action Gharbieh Land abandonne une petite fraction à L.E. 1 3/32. Les Kom-ombo réalisent de nouveaux gains. L'action avance à Lst. 6 15/32 contre 6 21/64 et la fon-

dateur termine à Lst. 34 7/16 contre 34. Comme nous avons eu l'occasion de le signaler, ces valeurs sont appelées à réaliser de nouveaux gains en raison des perspectives favorables qui se présentent pour l'entreprise.

L'ordinaire Béhéra est plus faible à L.E. 10 1/2 contre 11 1/32. L'Union Foncière d'Egypte est recherchée à Lst. 2 47/64 en gain d'une petite fraction.

Les Cairo Heliopolis terminent la semaine assez fermes, l'action à frs. 275 et la fondateur à L.E. 10 5/16. La Delta Land cote toujours Lst. 1 3/64 et la New-Egyptian est demandée à sh. 15/-, ayant toutefois abandonné une petite fraction.

## INDUSTRIELLES

Ce compartiment demeure le plus ferme de la côte. Nous avons l'action Financière et Industrielle en bonne demande à L.E. 6 15/16. La Salt & Soda avance à sh. 46/2 3/4 contre sh. 45/7 1/2. La Port-Said Salt clôture à sh. 43/3 contre 42/9.

L'ordinaire Sucrieries est inchangée à frs. 123 1/2. Par contre la privilégiée est plus faible à frs. 111 1/4 contre 112 1/4. La fondateur est recherchée à L.E. 3. La Filature Nationale d'Egypte avance à Lst. 8 27/32 contre 8 23/32. L'action Ciments Tourah est toujours offerte à P.T. 1100.

Mais la vedette de la côte demeure l'Oilfields. Le titre clôture demandée à Lst. 2 5/8 contre 2 9/16. Les plus brillantes perspectives se présentent pour l'entreprise, dont on pouvait craindre, à un moment donné le déclin. En effet, les nouveaux puits forés de Ras Gharib sont exploités commercialement et ils ont permis pour la dernière semaine une production de 4.900 tonnes contre 2.900 tonnes seulement les semaines précédentes. Tout fait prévoir un accroissement régulier et important de la production, d'autant plus que les autres puits sous forage se sont avérés fort excellents. Des essais pratiqués sur un de ces puits ont permis l'extraction de plus de 130 tonnes par jour, soit une production hebdomadaire d'environ un millier de tonnes. Dès que les essais seront complétés, la production sera ajoutée à la quantité actuellement tirée des puits de Hurghada et de Ras Gharib.

## HOTELIERS

Ces valeurs demeurent assez fermes. L'action Upper Egypt Hotels clôture à L.E. 1 3/8, alors que l'ordinaire Egyptian Hotels termine à Lst. 1 7/16.



# LETTRE DE BRUXELLES

(De notre correspondant particulier)

Bruxelles, 12 août.

Les bonnes dispositions du marché pendant les dernières séances du mois de juillet faisaient présumer d'un certain développement de la hausse au cours de la première quinzaine d'août. Cet espoir a été déçu. La spéculation professionnelle, qui s'était engagée à court terme, a liquidé ses positions. Ses réalisations, quoique portant sur des montants de très modeste envergure, ont imprimé aux tendances des groupes du marché à terme une allure de faiblesse qui trouve son expression dans le fléchissement de la plupart des cours de compensation.

La hausse escomptée ne s'est pas produite parce que les ordres de la clientèle ont fait défaut et parce que l'arbitrage sur les places voisines n'a communiqué aucun stimulant aux transactions. Nous avons défini ici la raison dominante de cette atonie: les velléités de reprise en Bourse, à Bruxelles, comme à Paris et à Londres, ont été momentanément abolies par la hausse de l'or et par le fléchissement concomitant de la plupart des devises européennes.

Les achats de métal jaune ont absorbé des quantités considérables de disponibilités, qui sont soustraites aux investissements en valeurs mobilières. De là, l'apathie des marchés. Divers motifs expliquent la «ruée vers l'or» à laquelle nous venons d'assister.

Atténuation des craintes de dépréciation du dollar, entraînant le fléchissement du sterling par rapport à la devise américaine; possibilité d'un accord tendant à l'alignement concerté de plusieurs monnaies sur une parité plus élevée du métal jaune; enfin et surtout — malheureusement — craintes permanentes de tensions ou de conflits internationaux, auxquelles les incidents de Mandchourie ont donné un aliment nouveau.

Il est clair que la thésaurisation de l'or ne repose jusqu'à présent que sur des hypothèses, les unes très pessimistes, les autres très optimistes, mais en aucune façon sur des éléments de faits indiscutables. La raréfaction relative qu'elle a produite sur les divers marchés monétaires continentaux et les variations qu'elle a imposées aux cours des devises ont donc eu leur effet boursier aggravé par l'incertitude radicale dont elle est elle-même issue.

Il se peut aussi, qu'outre le contre-coup atténué de la hausse de l'or, la Bourse ait donné l'expression des inquiétudes qui se font jour, de nouveau, à l'égard de la situation en

France. Le succès médiocre de l'émission des bons de la Défense Nationale; l'allure constamment défavorable de la statistique du commerce extérieur; la faiblesse du franc pendant une période où les demandes touristiques contribuent fortement à le soutenir; enfin les symptômes réitérés d'agitation de la classe ouvrière et des fonctionnaires publics, tout cela a ravivé des craintes qui n'étaient qu'assoupies.

Ceci dit, on constate que si les places européennes se sont, une fois de plus, désolidarisées des tendances de la Bourse de New-York, elles n'ont cédé que dans une très faible mesure aux suggestions de baisse qu'auraient pu leur communiquer les mouvements monétaires. Si les demandes ont été extrêmement modestes, les ventes se sont confinées, comme nous le disons plus haut, dans les limites de la réalisation d'engagements peu importants à courte échéance.

Le volume des titres mis en jeu par les dernières évolutions du marché a été plus que modeste. En fait, la Bourse est restée immobile et l'examen attentif du marché au comptant montre bien que la quinzaine écoulée est, en quelque sorte, sans histoire. Les cours des valeurs les plus représentatives sont pratiquement inchangés, c'est-à-dire plutôt soutenus.

On doit en conclure que les marchés ne sont nullement indifférents aux indices de renaissance économique des Etats-Unis, ni incapables de répondre à la progression considérable des cours à Wall Street. Sous leur influence indirecte, des

facteurs de dépression habituellement très agissants n'ont pas joué.

Souvent, on rencontre l'opinion qu'un «*fait nouveau*» serait indispensable à la restauration d'une activité boursière normale. Il est incontestable qu'un coup de théâtre heureux dans la politique internationale déterminerait un vif mouvement de hausse. Mais la complexité de la situation laisse peu à espérer quelque événement qui écarterait pour longtemps toute éventualité de conflits. N'aurait-on pas lieu d'estimer plutôt qu'à défaut de cette possibilité très aléatoire, les marchés finiront par répondre à des éléments proprement économiques d'amélioration ?...

La confirmation de la reprise aux Etats-Unis autorise à escompter sa propagation aux nations européennes. Déjà les indices relatifs à l'activité industrielle en Grande-Bretagne marquent un relèvement. La hausse des matières premières apporte à toutes les transactions commerciales un encouragement de premier ordre.

La conclusion d'un accord économique anglo-américain pourrait former, d'autre part, un thème de hausse fort important et efficace, cet accord intéressant, en fait, le monde entier et devant signifier, selon toute présomption, un premier retour aux pratiques de libéralisme économique international en dehors desquelles on ne pourrait prévoir de salut. Si, par surcroît, cet accord se complétait par un règlement de la question des dettes de guerre, qui achèverait à la stabilisation des monnaies anglo-saxonnes, les Bourses de valeurs y trouveraient assurément un stimulant puissant, durable et sain.

A.W.



## BANCO ITALO EGIZIANO

SOCIETE ANONYME EGYPTIENNE

---

*Correspondants*

*du Trésor Royal Italien*

**Toutes les Opérations de Banque**



# COMMISSION DE LA BOURSE DE MINET-EL-BASSAL

## BULLETIN HEBDOMADAIRE

No. 2758

Alexandrie, Jeudi à Midi le 18 Août 1938

### COTON

#### EXPORTATIONS

Arrivages	EXPORTATIONS										STOCK Cantars	
	Angleterre		Continent		Extrême-Orient, Indes, Chine et Japon		Etats-Unis		TOTAL			
	Cantars	Balles	Cantars	Balles	Cantars	Balles	Cantars	Balles	Cantars	Balles		Cantars
Cette semaine...	5.022	2.496	18.278	12.218	90.156	4.106	30.320	300	2.222	19.120	140.976	1.915.512 §
Même sem. 1937	9.219	1.947	14.172	4.306	31.686	303	2.237	—	—	6.556	48.095	558.617 *
» » 1936	11.159	2.355	17.320	4.149	30.676	1.252	9.133	301	2.214	8.057	59.343	675.591 †
Dep. 1 <sup>er</sup> Sep. 1937	10.230.319	377.326	2.769.382	619.152	4.572.883	154.250	1.138.393	25.250	185.604	1.175.978	8.666.262	—
Même époque 1936	8.755.150	400.319	2.924.627	534.242	3.937.252	209.834	1.541.266	38.395	282.276	1.182.790	8.685.421	—
» » 1935	8.216.486	375.685	2.751.549	536.629	3.955.854	188.391	1.019.842	34.955	256.358	1.085.660	7.983.603	—

Y compris stock § au 1<sup>er</sup> Septembre 1937 Crs 351.455 \* au 1<sup>er</sup> Sept. 1936 Crs. 488.888 † au 1<sup>er</sup> Sept. 1935 Crs. 442.708  
 Consommation locale du 1<sup>er</sup> Septembre 1937 au 10 Août 1938, Achmouni Cantars 63.091, Zagora 64.752, Divers 16.752.  
 Total Cantars 144.683 ; en outre Crs. 89.155 ont été réexportés à l'intérieur du pays. Ensemble 233.838 à déduire du stock.  
 Consommation à l'intérieur du pays du 1<sup>er</sup> Septembre 1937 au 10 Août 1938 Cantars 336.960.  
 N.B. En dehors des Exportations ci-dessus il a été exporté par d'autres ports 2.543 cantars.

### GRAINES DE COTON

### TOURTEAUX

### HUILE de GRAINES de COTON

Arrivages	EXPORTATIONS					STOCK	TOURTEAUX		HUILE de GRAINES de COTON
	Angleterre	Continent	Divers	TOTAL	Arrivages		Export.	Export.	
	Ardebs	Ardebs	Ardebs	Ardebs	Ardebs		Tonnes	Tonnes	
Cette semaine...	970	43.299	—	—	43.299	1.486.252 §	1 355	5.124	852
Même sem. 1937..	2.064	10.424	—	—	10.424	1.279.377 *	—	—	14
» » 1936..	6.831	9.465	—	—	9.465	880.810 †	—	338	—
Dep. 1 <sup>er</sup> Sept. 1937	4.754.523	3.135.478	162.694	16.915	3.315.087	—	107.686	227.597	4.088
Même époque 1936	3.947.038	2.623.209	49.348	—	2.672.557	—	74.814	193.956	11.655
» » 1935.	3.789.865	2.870.072	58.078	—	2.928.150	—	85.286	174.357	—

Y compris Stock § au 1<sup>er</sup> Septembre 1937.-Ard. 46.816 \* au 1<sup>er</sup> Septembre 1936-Ard. 4.896 † au 1<sup>er</sup> Sept. 1935. Ard. 19.095.  
 Consommation locale du 1<sup>er</sup> Septembre 1937 au 10 Août 1938 environ Ard. 1.042.858 (3) à déduire du stock.

Pour les Fèves, Orges, Blés, Lentilles, Maïs et Oignons, la consommation locale n'est connue respectivement que les 31 Mars et 30 Novembre.

### FÈVES

### ORGES

	Arrivages		EXPORTATIONS			STOCK	Arrivages		Export.
	Saïdi	Béhéra	Angleterre	Continent	TOTAL		Arrivages	Export.	
	Ardebs	Ardeb	Ardebs	Ardebs	Ardebs		Ardebs	Ardebs	
Cette semaine .....	291	262	—	—	—	38.132	5.294	2 175	
Même semaine 1937.....	1.003	42	—	—	—	25.806	4.227	3.863	
A partir du 1 <sup>er</sup> Avril 1938.....	31.492	876	532	704	1.236	—	110.989	19.684	
Même époque 1937.....	25.347	929	222	703	925	—	98.816	85.635	
Stocks au 1 <sup>er</sup> Avril 1938	Ard. 7.000						Ard. 4.000		
Stocks au 1 <sup>er</sup> Avril 1937	Ard. 455						Ard. 21.613		

### BLÉS

### LENTILLES

### MAIS

### OIGNONS

	Arrivages			Arriv.		Export.		Arrivages		Export.	
	Saïdi	Béhéra	Export.	Arriv.	Export.	Arriv.	Export.	Arrivages	Export.	Arrivages	Export.
	Ardebs	Ardebs	Ardebs	Ardebs	Ardebs	Ardebs	Ardebs	Crs 108 Ok	Crs 108 Ok	Crs 108 Ok	Crs 108 Ok
Cette semaine .....	15.783	12.038	—	358	—	1.055	—	63	76	—	—
Même semaine 1937.....	18.741	11.298	—	361	—	1.128	—	9.447	812	—	—
A partir du 1 <sup>er</sup> Avril 1938.....	334.404	242.833	253	6.767	51	40.362	1.385	1.096.727	800.853	—	—
Même époque 1937.....	458.837	190.280	53.445	6.846	32	106.058	67.889	1.011.067	925.701	—	—

Stocks au 1<sup>er</sup> Avril 1938 Ard. 6.500 Ard. 3.500 au 1<sup>er</sup> Déc. 1937 Ard. — au 1<sup>er</sup> Mars 1938 Crs. —  
 Stocks au 1<sup>er</sup> Avril 1937 Ard. 7.075 Ard. 243 au 1<sup>er</sup> Déc. 1936 Ard. — au 1<sup>er</sup> Mars 1937 Crs. —

N.B. L'année pour les Blés et les Lentilles commence le 1<sup>er</sup> Avril, pour les Maïs le 1<sup>er</sup> Déc. pour les Oignons le 1<sup>er</sup> Mars

# REVUE DE MARCHÉ DE GROS

Le 19 août 1938.

Les marchés dirigeants font toujours preuve de faiblesse et les prix ont enregistré de nouvelles pertes.

Notre place est également faible, avec des cours plus faciles.

## FARINES ET BLES

La cote à Chicago termine à 62 3/8 cents contre 63 1/4. Liverpool clôture à sh. 5/3 3/8 contre sh. 5/4 7/8.

Les moissons et les opérations de battage du blé d'hiver se poursuivent d'une manière plutôt modérée aux Etats-Unis.

Les nouvelles sur les récoltes de l'Australie et de l'Argentine sont maintenant plus favorables.

La baisse des prix du blé aux pays d'origine a défavorablement influencé les cours de la farine étrangère sur notre place.

La farine américaine non dédouanée cote Lst. 8.15/- contre Lst. 9.-/-. La marchandise dédouanée vaut Lst. 8. 2/6 contre Lst. 8. 8/-, plus P.T. 1220 de droits de douane contre P.T. 1175.

La farine australienne non dédouanée vaut Lst. 14. 0/5 contre Lst. 14. 15/- pour le Gold Medal et Lst. 14. 10/- contre Lst. 15. -/- pour le Northern King.

Par contre, les prix de la marchandise dédouanée demeurent inchangés à P.T. 174 et 175 respectivement pour les deux qualités.

Le stock de farines dans les Bonded d'Alexandrie est de 11.310 sacs contre 13.588 sacs de la semaine dernière. Celui de Port-Saïd est de 28.621 sacs contre 29.071 sacs.

Notre marché a connu une autre semaine d'accalmie et de lourdeur qui furent la cause de nouveaux reculs dans les prix. Depuis quelques jours déjà, l'activité de ce marché allait en diminuant mais cette semaine la mévente des farines a contribué à réduire davantage la demande de blé. Contraction de la consommation d'une part et manque de confiance d'un autre côté, ont induit les revendeurs de farines et les boulangers à limiter leurs achats au minimum. Les minoteries se trouvent déjà en possession de stocks de farines qui augmenteront chaque jour si la situation ne s'améliore pas rapidement. Ce facteur adverse ne manquera pas d'exercer une influence baissière sur le blé.

L'emmagasinage de blé à Alexandrie se poursuit nécessairement sur une assez grande échelle et nous aurons bientôt ici des stocks de blé jamais connus auparavant.

A l'intérieur, où il était devenu difficile le traiter avec les cultivateurs qui demandaient des prix exagérés, on remarque maintenant des dispositions beaucoup plus faciles et un désir de vendre qu'il n'est pas facile de réaliser en ce moment.

Les arrivages de cette semaine se sont élevés à un total de 35.619 ardebs dont 12.680 ardebs de blé Béhéri et 22.939 ardebs de blé Saïdi. Les derniers prix pratiqués sur le marché des céréales sont P.T. 152 l'ardeb de 150 kilos pour le blé hindi Saïdi de 22 1/2 kirats, P.T. 142 pour le baladi Saïdi, P.T. 147 pour le hindi Béhéri et P.T. 137 pour le baladi Béhéri blanc.

## SUCRES

La Bourse de New-York a dé-

buté sans changement, mais céda quelques points durant la semaine par suite du manque de soutien suffisant.

La cote termine à 179 cents contre 181.

Très peu d'intérêt est manifesté pour cet article et l'on n'entrevoit pas ce qui pourrait communiquer quelque animation à la Bourse. Les reculs de cette semaine sont attribués aux liquidations provoquées par la réaction de Londres, mais on croit qu'avec des mouvements irréguliers, le marché ira plus haut.

La cote de Londres demeure plus ferme, n'abandonnant qu'une petite fraction à sh. 5/3 3/4.

Sur notre place l'augmentation de l'offre à la suite des derniers arrivages, a quelque peu affecté le marché du disponible où les prix avaient tendance à s'affaiblir. Comme il arrive très souvent, une grande partie du sucre reçu avait été achetée par des spécula-



## "AL CHARK"

PREMIERE SOCIETE ANONYME EGYPTIENNE D'ASSURANCE-VIE

**Siège Social: En l'immeuble de la Compagnie**

15, Rue Kasr-El-Nil — Place Soliman Pacha  
14, Rue Soliman Pacha.

**Branches Pratiquées**

VIE - INCENDIE - RISQUES DIVERS

**CAPITAUX ASSURÉS AU 31 DÉC. 1937**

**L.E. 2.854.000**

**TARIFS AVANTAGEUX**

**COMBINAISONS INTÉRESSANTES**

**MAXIMUM DE GARANTIES**

**RÉSERVES INVESTIES EN EGYPTE**

**TOUS RENSEIGNEMENTS FOURNIS GRACIEUSEMENT**



teurs qui espéraient, en cas de hausse, pouvoir vendre facilement leur marchandise aux consommateurs. Mais les résultats de la conférence de Londres furent décevants et la hausse à laquelle on s'attendait ne s'est pas réalisée. En attendant, les acheteurs qui avaient ouvert un crédit confirmé auprès de leurs banquiers, sont tenus de régler au plus tôt le solde du prix et de retirer les documents d'expédition. Les destinataires faibles n'ont d'autre ressource que de vendre leur sucre aux consommateurs qui se chargeront de payer la Banque, mais très rares sont les commerçants qui n'ont pas de la marchandise sur ce même bateau et qui soient disposés à s'intéresser. Ce qui rend les acheteurs de sucre plus réservés c'est l'arrivée très prochaine d'un chargement d'environ 7.000 tonnes et d'un autre chargement de 4.000 tonnes attendu à Port-Saïd vers la fin de ce mois.

Le prix du sucre disponible franco Bonded Port-Saïd est de Lst. 6 et peut-être même une petite fraction plus bas. Pour la marchandise flottante on accepterait Lst. 5 17/6 la tonne cif Port-Saïd.

Les cotations de Java n'ont pas signalé des changements notables depuis la semaine dernière, mais on ne s'est pas intéressé aux affaires avec l'origine dont les prix sont un peu plus élevés que ceux de la marchandise prompte.

Le marché du sucre égyptien n'a présenté rien de saillant. La demande a été active et les prix stationnaires comme suit: Sucre granulé-raffiné à P.T. 240 le sac de 100 kilos, concassé à P.T. 224 le sac de 80 kilos et tablettes à P.T. 80 la caisse de 25 kilos.

#### RIZ

Dans le marché du riz la tendance est stationnaire, puisque rien n'est survenu pendant la semaine, susceptible de modifier la situation. La demande de riz en général reste au plus bas, alors qu'il existe encore auprès de certaines rizeries des quantités de riz glacé destinées à être exportées et pour lesquelles les ordres se font toujours attendre. Cela explique le recul sensible du prix de cette qualité tandis que ceux du mamsouh et du cargo sont plutôt stables. On serait vendeur de riz glacé, même au-dessous de P.T. 132 le sac de 100 kilos. Le riz mamsouh se maintient assez ferme à P.T. 122 et on le demande plus ou moins pour la consommation. Quant au riz cargo il y en a très peu à offrir et son prix se soutient à P.T. 115 le sac de 100 kilos.

Il y a eu, cette semaine aussi, plusieurs affaires pour livraison Novembre-Décembre, mais les

acheteurs sont plus réservés. Pour le glacé on a fait le prix de P.T. 92-93, pour le mamsouh P.T. 84-85 et pour le cargo P.T. 81-82 le sac de 100 kilos. Le riz non décoré est traité dans les villages à P.T. 480-500 la dariba franco Alexandrie.

Le riz Rangoon est ferme à Lst. 8.15/- la tonne franco Bonded Port-Saïd pour la marchandise disponible. Le chargement Août vaut Lst. 3 la tonne cif Port-Saïd. Le marché est inactif.

#### SACS VIDES

Les fabricants de Calcutta ont légèrement baissé leurs cotations cette semaine pour toutes les qualités de sacs, mais nos prix locaux se comparent toujours défavorablement avec les niveaux de l'origine. Les sacs à coton pour livraison Août-/Septembre ont encore baissé de 2 paras par sac et ne valent plus que P.T. 4 3/40 le sac. Avec la source à 75/- on est chez nous 4-5 paras meilleur marché et la tendance est lourde par suite de rumeurs de grands arrivages prochains.

Les sacs à oignons sont stables à 43 paras sans affaires.

La demande pour les autres genres a laissé à désirer et il y a de

légers reculs à signaler dans la plupart d'entre eux.

Les derniers prix pratiqués sont les suivants :

Sacs Lbs.	Chargement	Disponible P.T.
2 1/4	39/6	2 12/40
2 1/2	45/6	2 25/40
3 1/4	57/9	3 17/40
5	87/-	5 4/40
5 (extra)	93/1	5 17/40

Le stock de sacs dans les Bonded de Port-Saïd est de 4.389 balles contre 4.285 balles.

#### HESSIAN CLOTH

10 1/2 oz AB 2.000 yds. Lst. 16/10/- par balle.  
8 oz AB 2.000 yds. Lst. 12.15/- par balle.

#### CONSOMMATION LOCALE DE COTON ET GRAINES DE COTON

Du 1er septembre 1937 au 10 août 1938, la consommation de coton à Alexandrie a atteint 144.683 cantars et 336.960 cantars à l'intérieur, soit un total de 481.643.

Celle de la graine de coton a été de 1.042.858 ardebs contre 1 million 114.486 ardebs. Le stock de graines au 10 août s'élève à 485.564 ardebs.

## BANQUE DE COMMERCE

N. Tépéghiosi & Co.

Société en Commandite par Actions-Fondée en 1920

**CAPITAL AUTORISE** ..... L.E. 200.000  
**CAPITAL VERSE** ..... L.E. 160.000

Siège Social: Le Caire, 147, Rue Emad el Dine

Téléphones: Direction: Nos. 54700 et 55410  
Portefeuille, Change No. 41671

Succursale: à Alexandrie, 17, Rue Stamboul

Téléphones: Direction: No. 20932.

Changes, Marchandises, Recouvrements: No. 22370.

Portefeuille, Renseignements, Caisse: No. 28197. Titres, Positions: No. 24637.

### TOUTES OPERATIONS DE BANQUE:

Escomptes, Avances sur Valeurs publiques, sur Marchandises et sur Effets; Dépôts à Vue et à Échéance fixe; émission de chèques et Lettres de Crédit sur les principales villes de l'Égypte et de l'Étranger, etc.; etc.

Elle possède une branche spéciale pour les opérations de Bourse, Service spécial de Caisse d'Épargne et de coffrets à la disposition du public aux meilleures conditions.

N.B. — Les guichets de la Banque sont ouverts les après-midi même en été.